



Travaux de
**Construction du Centre d'Incendie et de
Secours de Saint Julien.**

Rue de la Crédence. 13 012 Marseille

10 lots

Consultation n  : 2022_50001_0014

Maître D'Ouvrage

Bataillon des Marins Pompiers de Marseille. ADGSSI.

Représenté par Mme Laure MIEGGE
9 bd de Strasbourg. 13 233 Marseille CEDEX 20

Ville de Marseille. DGAVE.

Représentée par Mr **Philippe NOLOT**
9 rue Paul Brutus 13 233 Marseille Cedex 20

Maitres d'œuvre

Architectes

LAND (Architectes mandataire du groupement MOE)
42 rue du Coq. 13 001 Marseille
04 91 90 00 91 Contact@land.archi

UNIC (Architectes associés)
51 rue du Coq. 13 001 Marseille
04 91 62 29 52 unic@unicarchitecture.com

Bureaux d'études

LRING (BET Structure)
20 place Isidore Brun, 83150 Bandol
04 94 94 80 12 contact@lring.fr

TPFI (BET fluides)
2 Boulevard Euroméditerranée, quai d'Arenc, 13002 Marseille04
04 91 23 77 50

R2M (Economie / OPC)
22 Avenue André Roussin, 13016 Marseille
04 96 15 12 30 contact@r2m-economiste.com

Bureau de Contrôle

QUALICONSLT
9 Rue Jean Mermoz, 13008 Marseille
[04 95 08 11 80](tel:0495081180) contact@qualiconsult.fr

Coordonnateur Sécurité

PRESENTS
36 Boulevard Vincent Delpuech - 13006 Marseille

Titre / Phase :

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES

**PRESCRIPTIONS
COMMUNES**

**PRO
DCE**

Emetteur	Type de document	Modification	Date / Indice	N� de pièce PE000
AM	CCTP	Document origine	MARS 2022	

S O M M A I R E

0	PRESENTATION DU PROJET	5
0.1	LE PROJET	5
0.2	DONNEES TECHNIQUES	5
0.3	OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX ET ENERGETIQUES.....	5
0.3.1	PROCEDE ENVIRONNEMENTAL DES MATERIAUX	5
1	LISTE DES INTERVENANTS	6
1.1	MAITRISE D'OUVRAGE	6
1.2	MAITRISE D'ŒUVRE	6
1.3	AUTRES INTERVENANTS.....	6
2	PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES GENERALES	7
2.1	CONSTITUTION DU DOSSIER TECHNIQUE DE CONSULTATION	7
2.2	LISTE DES LOTS.....	7
2.3	TYPE DE MARCHE	7
2.4	LES PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES.....	8
2.5	GESTION ET REGLEMENT DU COMPTE PRORATA - DEPENSES D'INTERET COMMUN	8
2.5.1	GESTION ET REGLEMENT DU COMPTE PRORATA	8
2.5.1.1	PERSONNE CHARGEE DE LA TENUE DU COMPTE PRORATA : DESIGNATION.....	8
2.5.1.2	PERSONNE CHARGEE DE LA TENUE DU COMPTE PRORATA : ATTRIBUTION	8
2.5.1.3	PERSONNE CHARGEE DE LA TENUE DU COMPTE PRORATA: REMUNERATION	8
2.5.1.4	COMITE DE CONTROLE: COMPOSITION ET DESIGNATION	9
2.5.1.5	COMITE DE CONTROLE: ATTRIBUTIONS	9
2.5.1.6	COMITE DE CONTROLE: REUNIONS DU COMITE DE CONTROLE.....	9
2.5.1.7	COMITE DE CONTROLE: REMUNERATION	9
2.5.1.8	RECETTES DU COMPTE PRORATA.....	9
2.5.2	REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES DE CHANTIER	9
2.5.3	DEPENSES D'EQUIPEMENT.....	10
2.5.4	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	10
2.5.5	DEPENSES DE GESTION DES DECHETS DU CHANTIER	10
2.5.6	DEPENSES DIVERSES.....	11
2.6	ORDRE DE PRESEANCE	11
2.7	AVERTISSEMENT	11
2.8	CONNAISSANCE DES LIEUX	11
2.9	RELATIONS AVEC LES SERVICES OFFICIELS ET COMPAGNIES CONCESSIONNAIRES	12
2.10	QUALIFICATIONS DES ENTREPRISES.....	12
2.11	SOUS-TRAITANTS	12
2.12	ASSURANCES	12
2.12.1	PROCEDURES ATEX.....	13
2.12.2	ASSURANCE POUR PROCEDES NON TRADITIONNELS	13
3	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES REGLEMENTAIRES	14
3.1	REGLEMENTATION COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT	14
3.2	DOCUMENTS CONTRACTUELS DE REFERENCE.....	15
3.3	CONNAISSANCE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	15
3.4	MATERIAUX ET PRODUITS HORS DOMAINE D'APPLICATION D.T.U.....	15
3.5	ACCORD DU BUREAU DE CONTROLE	15
3.6	PRECONISATION DU COORDONNATEUR S.P.S.....	15
3.7	CONFORMITE A LA REGLEMENTATION « SECURITE INCENDIE »	16
3.8	CONFORMITE AUX PRESCRIPTIONS ACOUSTIQUE ET THERMIQUE	16
3.9	CONFORMITE AUX PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA « LOI HANDICAP »	16

3.10	PROTECTION CONTRE L'INCENDIE	16
3.11	REGLES GENERALES DE CONSTRUCTION	16
3.12	REGLEMENTATIONS CONCERNANT LA SECURITE ET LA SANTE DES OUVRIERS	16
3.12.1	SECURITE SANITAIRE	17
3.12.2	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SUR LES CHANTIERS	17
3.12.3	SECURITE DES OUVRIERS CONTRE LES CHUTES	17
4	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES D'EXECUTION	18
4.1	QUALITE ET MISE EN ŒUVRE DES MATERIAUX ET FOURNITURES	18
4.2	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX	18
4.3	QUALITE DES TRAVAUX.....	19
4.4	VERIFICATION DES DOCUMENTS GRAPHIQUES.....	19
4.5	VERIFICATIONS TECHNIQUES INCOMBANT AUX ENTREPRISES	19
4.6	TEMOINS, ECHANTILLONS ET PROTOTYPES.....	19
4.7	INTERFACES ET LIMITES DE PRESTATIONS	20
4.7.1	TROUS - PERCEMENTS - TREMIES - SCELLEMENTS - CALFEUTREMENTS - RACCORDS - BOUCHEMENTS	20
4.7.1.1	TROUS - PERCEMENTS - TREMIES ET FEUILLURES - CALFEUTREMENTS ET BOUCHEMENTS SOIGNES ...	21
4.7.1.2	CALFEUTREMENTS, BOURRAGES DIVERS	21
4.7.2	IMPLANTATION DES OUVRAGES	22
4.7.3	TRAITS DE NIVEAU.....	22
4.7.4	LIMITES DE PRESTATIONS PAR CORPS D'ETAT	22
4.7.4.1	INSTALLATION DE CHANTIER.....	22
4.7.4.2	LOT GROS ŒUVRE	22
4.7.4.3	CORPS D'ETAT ETANCHEITE.....	24
4.7.4.4	CORPS D'ETAT MENUISERIES EXTERIEURES	24
4.7.4.5	CORPS D'ETAT SERRURERIE	25
4.7.4.6	CORPS D'ETAT CLOISONS - DOUBLAGES – FAUX PLAFONDS - MENUISERIES INTERIEURES	25
4.7.4.7	LOT REVETEMENTS DE SOLS - FAÏENCE	26
4.7.4.8	LOT ELECTRICITE.....	26
4.7.4.9	LOT CHAUFFAGE - VENTILATION- EQUIPEMENTS SANITAIRES.....	27
4.7.4.10	LOT VRD.....	28
4.8	TOLERANCES DIMENSIONNELLES	31
4.9	RESPONSABILITE DES ENTREPRENEURS.....	31
4.10	GARANTIES ET RECEPTION	31
5	REMISE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS	31
5.1	DOCUMENTS D'EXECUTION	31
5.2	DOCUMENTS DE DEMARRAGE DE CHANTIER	31
5.2.1	PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER	31
5.2.2	PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	32
5.2.3	PLANNING DE TRAVAUX.....	32
5.2.4	PLAN D'EXECUTION DES OUVRAGES.....	32
5.2.5	ECHANTILLONS ET SPECIMENS	32
5.3	TABEAU DES INTEMPERIES.....	32
5.4	DOCUMENTS DU CHANTIER.....	32
5.5	DOCUMENTS DONNANT LES CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX EXECUTES	33
6	COORDINATION – ORGANISATION MATERIELLE ET COLLECTIVE DU CHANTIER.....	33
6.1	CARACTERISTIQUES DU SITE	33
6.2	COORDINATION DES TRAVAUX.....	33
6.3	HYGIENE ET SECURITE DU TRAVAIL	33
6.4	INSTALLATION DE CHANTIER	34
6.4.1	RECEPTION PREALABLE DES ABORDS ET VOIRIES	34
6.4.2	UTILISATION ET ENTRETIEN DES VOIRIES.....	34
6.4.3	LIBERATION DES EMPRISES DU CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES VOIRIES.....	34
6.4.4	ACCESSIBILITE CHANTIER	34
6.4.5	AIRES DE STOCKAGE	35

6.4.6	SALLE DE REUNION	35
6.4.7	LES INSTALLATIONS SANITAIRES (VESTIAIRES, SANITAIRES, PETIT MATERIEL, REFECTOIRE).....	35
6.4.8	MESURES SANITAIRES	35
6.4.9	PANNEAUX DE CHANTIER	35
6.4.10	CLOTURES ET PORTAILS	36
6.4.11	MOYENS DE LEVAGE	36
6.4.12	ALIMENTATIONS DU CHANTIER – EVACUATIONS	36
6.4.13	SECURITE SUR LE CHANTIER.....	38
6.4.14	NUISANCES DE CHANTIER	39
6.4.15	TRAITEMENTS DES DECHETS DE CHANTIER	39
6.4.15.1	RESEAUX EXISTANTS.....	39
6.4.15.2	PROTECTION DU CHANTIER CONTRE LES EAUX	39
6.4.16	PROTECTIONS DES OUVRAGES.....	39
6.4.16.1	OUVRAGES NEUFS.....	39
6.4.16.2	PROTECTION DES RESEAUX D'EVACUATION HUMIDES, EU/EV, EP	40
6.4.17	GARDIENNAGE DE CHANTIER.....	40
6.4.18	PROPRETE DU CHANTIER	40
6.4.18.1	GENERALITES.....	40
6.4.18.2	NETTOYAGE DE CHANTIER	40
6.4.19	CHAUFFAGE DE CHANTIER	42
6.5	REMISE EN ETAT DU CHANTIER	42
6.6	TROUS – SCELLEMENTS - CALFEUTREMENTS.....	42
7	VERIFICATIONS TECHNIQUES	43
8	SOUS-TRAITANTS.....	43
9	RECEPTION	43

0 PRESENTATION DU PROJET

0.1 LE PROJET

Le projet est la construction d'un Centre d'Incendie et de Secours (CIS) des marins-pompiers sur le secteur de Saint Julien. Il est dimensionné pour 70 personnes (hommes et femmes), 19 véhicules et 2 cellules.

Cette caserne est créée sur un terrain situé Rue de la Crédence dans le 12ème arrondissement de Marseille.

0.2 DONNEES TECHNIQUES

- ☐ Classement réglementaire : L'établissement n'entre pas dans le classement relatif à la sécurité des ERP. Il est soumis au code du travail.
- ☐ Département : Bouches du Rhône (13)
- ☐ Distance à la mer : < 5 kms
- ☐ Zone climatique : H3
- ☐ Altitude : 64 m
- ☐ Neige : Région A2
- ☐ Sismicité : Zone 2, Aléa faible
- ☐ Vent : Région 3
- ☐ Exposition aux bruits générale : Suivant étude d'isolement acoustique des façades et réglementation en vigueur.

0.3 OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX ET ENERGETIQUES

Dans le cadre du projet, le maître d'ouvrage ne vise pas une certification mais la construction du projet s'inscrit dans une démarche environnementale. Elle s'appuie sur la collaboration de tous les intervenants à toutes les phases du cycle de vie du bâtiment, depuis sa programmation jusqu'à son exploitation, en passant par sa réalisation.

Une conception bioclimatique est attendue en tirant le meilleur parti de l'orientation solaire et des vents dominants afin de réaliser des économies d'énergie et d'assurer un confort naturel optimal quelle que soit la saison, avec un appoint technologique optimisé.

0.3.1 Procédé environnemental des matériaux

Le choix des matériaux et techniques envisagés dans le cadre du projet ont été guidés par la qualité sanitaire et environnementale de ceux-ci notamment en termes d'impact sur la santé des occupants mais aussi des producteurs, ainsi que sur l'environnement en évitant la mise en œuvre de matériaux contenant des polluants bio-persistants.

Il est donc rappelé aux entreprises que les choix de matériaux provenant de filières locales et courtes sera privilégié puisqu'il participe au développement et au maintien d'une activité économique sur le territoire d'influence du projet et répond à une problématique d'émission de CO2 réduites liées aux transports.

De manière générale, les entreprises auront recours à des matériaux qui devront répondre à des exigences de très faible émission de gaz à effet de serre.

Dans cet objectif, outre les documents à fournir lors de la remise des offres et dans les délais qui lui seront précisés par le Maître d'Ouvrage, les entreprises fourniront :

- ☐ Les justificatifs de classement FSC ou PEFC du bois mis en œuvre sur le projet,
- ☐ Les justificatifs de classement EUCEB pour la laine de roche,
- ☐ Les justificatifs de labélisation des matériaux mis en œuvre sur le projet,
- ☐ Les FDES (taux de COV + formaldéhyde),
- ☐ Les FDS
- ☐ Les bois et traitement bénéficieront du label CTB B+/P+

1 LISTE DES INTERVENANTS

1.1 MAITRISE D'OUVRAGE

➔ Bataillon des Marins Pompiers de Marseille. ADGSSI.

Représenté par Mme Laure MIEGGE
9 bd de Strasbourg. 13 233 Marseille CEDEX 20

➔ Ville de Marseille. DGAVE.

Représentée par Mr Philippe NOLOT
9 rue Paul Brutus 13 233 Marseille Cedex 20

1.2 MAITRISE D'ŒUVRE

La Maîtrise d'œuvre est assurée par :

Architectes

➔ **LAND** (Architectes mandataire du groupement MOE)

42 rue du Coq. 13 001 Marseille
04 91 90 00 91 Contact@land.archi

➔ **UNIC** (Architectes associés)

51 rue du Coq. 13 001 Marseille
04 91 62 29 52 unic@unicarchitecture.com

Bureaux d'Etudes

➔ **LRING** (BET Structure)

20 place Isidore Brun, 83150 Bandol
04 94 94 80 12 contact@lring.fr

➔ **TPFI** (BET fluides)

2 Boulevard Euroméditerranée, quai d'Arenc, 13002 Marseille 04
04 91 23 77 50

➔ **R2M** (Economie / OPC)

22 Avenue André Roussin, 13016 Marseille
04 96 15 12 3 contact@r2m-economiste.com

1.3 AUTRES INTERVENANTS

➔ **QUALICONSULT** (Bureau de contrôle)

Contact : Mme Eve ATTIA
9 Rue Jean Mermoz - 13008 MARSEILLE France
04 95 08 11 80

➔ **PRESENTS** (CSPS)

Contact : M. GUISET
18/20 av Robert Schuman 13002 MARSEILLE France
04 91 42 08 86

2 PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES GENERALES

2.1 CONSTITUTION DU DOSSIER TECHNIQUE DE CONSULTATION

Se conformer au C.C.A.P. .

2.2 LISTE DES LOTS

Les travaux seront traités en corps d'état séparés pour la construction conformément à l'allotissement suivant :

- ☐ Lot 01 GROS-OEUVRE - CHARPENTE METALLIQUE - BARDAGE METALLIQUE
- ☐ Lot 02 ETANCHEITE
- ☐ Lot 03 MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE - PORTES SPECIALES
- ☐ Lot 04 CLOISONS - DOUBLAGES - FAUX PLAFONDS - MENUISERIES INTERIEURES
- ☐ Lot 05 REVETEMENTS DE SOLS - PEINTURE - NETTOYAGE
- ☐ Lot 06 CHAUFFAGE - VENTILATION - CLIMATISATION - PLOMBERIE SANITAIRE
- ☐ Lot 07 ELECTRICITE CFO CFA - PHOTOVOLTAIQUE
- ☐ Lot 08 EQUIPEMENTS DE CUISINE
- ☐ Lot 09 TERRASSEMENT - VRD - ESPACES VERTS
- ☐ Lot 10 STATION DE CARBURANT

Dans les articles du présent document et dans les CCTP propres à chaque corps d'état, le terme « l'Entrepreneur » ou « l'Entreprise » désigne l'Entreprise titulaire du corps d'état en question.

Le terme « l'Entreprise principale » ou « l'Entrepreneur principal » désigne l'Entreprise adjudicataire **du lot gros œuvre**, si ce dernier n'est pas clairement indiqué.

2.3 TYPE DE MARCHE

La consultation sera menée en **CORPS D'ETAT SEPARES.**

Le Marché étant à prix global et forfaitaire, l'Entrepreneur reconnaît avoir pris connaissance :

- ☐ De l'ensemble du dossier d'appel d'offres,
- ☐ Des lieux sur lesquels seront réalisés les travaux définis au Marché, ainsi que leurs moyens d'accès.

Il ne pourra en effet pas invoquer, après signature du Marché, la méconnaissance de l'environnement du chantier, ou des accès aux locaux, pour réclamer des suppléments au montant de sa soumission.

Certaines fournitures ou prestations, accessoires ou non, mais indispensables au complet achèvement des ouvrages, peuvent ne pas être explicitement décrites ou figurées, soit par omission, soit parce qu'elles sont considérées comme normalement dues selon les règles de l'art ou les usages de la profession. Elles peuvent aussi résulter des prescriptions de documents techniques de fabricants ou réglementaires.

L'absence des indications précitées n'ouvre pas à l'Entrepreneur le droit de s'en prévaloir pour se soustraire à ses obligations de bonne exécution et de finition des ouvrages. Par ses connaissances professionnelles, il doit suppléer aux imprévus ou insuffisances éventuelles des documents descriptifs et il suffit qu'un travail soit indiqué ou décrit dans l'une seulement des pièces écrites ou graphiques du Marché, pour que son exécution en soit exigible sans restriction ni réserve.

Il reste entendu que seront compris dans le prix forfaitaire, non seulement tous les travaux indiqués au dossier fourni par le Maître d'œuvre, mais aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement de la construction suivant toutes les règles de l'art et à la réalisation des divers locaux et dispositions indiquées dans les plans et C.C.T.P.

Le montant du prix global et forfaitaire est décomposé suivant un cadre qui est obligatoirement celui reprenant la présentation et la numérotation du C.C.T.P. établi par la Maîtrise d'œuvre, complété par l'Entrepreneur. Cette décomposition du prix global n'est pas un document contractuel et dans le cas de divergences, seul le montant porté

sur l'acte d'engagement ou sur la soumission est retenu par le maître d'ouvrage. Cette décomposition servira de base au calcul du montant des situations et au règlement des travaux de l'Entrepreneur.

2.4 LES PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

La liste des PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES exigées, auxquelles les entreprises des lots 03, 07 et 09 doivent répondre sont les suivantes :

Pour le lot 3 :

- ☐ PSE 3-1 : Remplacement des portes souples de la remise par des portes pliantes avec un parement identique aux façades
- ☐ PSE 3-2 : Remplacement des portes souples du local VSAV par des portes pliantes avec un parement lisse

Pour le lot 7 :

- ☐ PSE 7-1 : Création d'un système de gestion des alertes
- ☐ PSE 7-1 : Alimentation des candélabres du City stade

Pour le lot 9 :

- ☐ PSE 9-1 : Création d'un City stade

Prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de conclure ultérieurement, avec le titulaire du marché, un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire dans le cadre de la présente consultation.

2.5 GESTION ET REGLEMENT DU COMPTE PRORATA - DEPENSES D'INTERET COMMUN

2.5.1 Gestion et règlement du compte prorata

2.5.1.1 Personne chargée de la tenue du compte prorata : Désignation

Le Gestionnaire du Compte Prorata sera désigné par le Comité de contrôle (cf. Article ci-après).

2.5.1.2 Personne chargée de la tenue du compte prorata : Attribution

La personne chargée de la tenue du compte, suivant les instructions du comité prévu par l'article "Comité de contrôle" et sous son contrôle :

- ☐ Ouvre un compte bancaire distinct,
- ☐ Propose un budget initial et ses modifications,
- ☐ Propose les modalités des appels de fonds,
- ☐ Établit périodiquement l'état des dépenses et des recettes, et le porte à la connaissance des entrepreneurs,
- ☐ Informe le Maître d'Œuvre et le Maître de l'Ouvrage de la situation de chaque entreprise vis-à-vis du compte prorata,
- ☐ Établit le projet de décompte final du compte prorata.

2.5.1.3 Personne chargée de la tenue du compte prorata: Rémunération

La rémunération hors taxe de la personne chargée de la tenue du compte prorata consiste en un pourcentage déterminé du montant hors taxes des travaux.

Ce pourcentage est fixé à 0,15 % H.T. du montant H.T. des travaux.

2.5.1.4 Comité de contrôle: Composition et désignation

- ❑ Le comité de contrôle comportera un nombre impair de membres et, à défaut d'arrangements particuliers, au moins :
 - Un représentant l'Entreprise principale (lot gros œuvre),
 - Un représentant du groupe des lots « Clos-couvert » (Terrassements, VRD, Démolition, Etanchéité, Men. Extérieures)
 - Un représentant du groupe des lots de second œuvre (Cloisons, Menuiserie, métallerie, sols, peinture, etc.),
 - Un représentant du groupe des lots d'équipement (plomberie, électricité, génie climatique, ascenseurs, etc.).
- ❑ Chaque membre du comité est désigné à la majorité simple des entreprises du groupe qu'il représente. Chaque entrepreneur du groupe dispose d'un nombre de voix proportionnel à l'importance du montant initial de son marché par rapport à la somme des montants initiaux des marchés des entrepreneurs du même groupe.
- ❑ Un membre suppléant, destiné à remplacer le membre titulaire en cas d'absence de celui-ci, sera également désigné dans les mêmes conditions.
- ❑ La personne chargée de la tenue du compte prorata représente le groupe auquel elle appartient.
- ❑ Le Maître d'Œuvre peut être invité par le comité de contrôle à donner son avis.

2.5.1.5 Comité de contrôle: Attributions

Le comité a pour mission :

- ❑ De décider de l'engagement des dépenses communes imprévues,
- ❑ De contrôler la tenue du compte et, en cas de contestation, d'accepter ou de refuser les factures présentées,
- ❑ De statuer sur le solde et le règlement du compte prorata,
- ❑ Et plus généralement de prendre, dans le cadre du marché, toute décision utile à la détermination des obligations de chaque entrepreneur et à la bonne gestion du compte prorata.

2.5.1.6 Comité de contrôle: Réunions du comité de contrôle

Le comité de contrôle se réunit périodiquement et, en cas de besoin, à la demande de la personne chargée de la tenue du compte prorata.

Les décisions du comité sont prises à la majorité des voix des membres, chaque représentant du groupe disposant d'une voix.

2.5.1.7 Comité de contrôle: Rémunération

Il n'est pas prévu de rémunération pour les membres du comité de contrôle, à l'exception de celle prévue dans le chapitre "Personne chargée de la tenue du compte prorata"

2.5.1.8 Recettes du compte prorata

Les entreprises participant à l'opération devront accompagner leur situation d'un paiement d'un montant de 2,00 % T.T.C. sur le montant H.T. des travaux après actualisation, pour approvisionnement du compte prorata (notamment pour ce qui concerne les consommations d'eau – d'électricité – téléphone – autres)

Le gestionnaire gèrera ce compte et établira en fin de chantier le tableau des dépenses et la répartition, ceci au prorata des montants des marchés.

2.5.2 Répartition des dépenses communes de chantier

Les articles suivants précisent la répartition des dépenses communes de chantier. En l'absence de prescriptions particulières dans le présent cahier des clauses administratives ou dans les cahiers de clauses technique particulières, il sera fait référence à la norme NF P03-001 relative au cahier des clauses administratives générales applicables aux travaux de bâtiments faisant l'objet de marché privés – article 14 et ses annexes pour ce qui est de la répartition entre entreprises des dépenses d'intérêt commun et de la gestion du compte prorata.

2.5.3 Dépenses d'équipement

Les dépenses dont la nature est indiquée ci-après sont réputées rémunérées par les prix du marché avec le titulaire du lot indiqué :

- ☐ Établissement des clôtures et des panneaux de chantier (planches ou panneaux jointifs) : l'Entreprise principale (lot gros œuvre).
- ☐ Panneau de communication et panneau avec la liste des acteurs : l'Entreprise principale (lot gros œuvre).
- ☐ Installation d'éclairage et de signalisation pour le chantier : l'Entreprise principale (lot gros œuvre).
- ☐ Installations communes de sécurité et d'hygiène (sanitaires, vestiaires, réfectoire, infirmerie) en fonction de la réglementation et de l'effectif du personnel TCE : l'Entreprise principale (lot gros œuvre).
- ☐ Installations de gardiennage du chantier (guérite, télésurveillance...) du chantier et contrôle des accès : l'Entreprise principale (lot gros œuvre).
- ☐ Exécution des branchements provisoires d'égouts : l'Entreprise principale (lot gros œuvre).
- ☐ Exécution des voies d'accès provisoires d'eau et d'électricité : l'Entreprise principale (lot gros œuvre).
- ☐ Installation et entretien du réseau provisoire intérieur d'eau potable (hors gel) : l'Entreprise principale (lot gros œuvre).
- ☐ Installation et entretien du réseau provisoire intérieur d'électricité : l'Entreprise principale (lot gros œuvre).

2.5.4 Dépenses de fonctionnement

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus au 2.5.2 sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant, étant précisé qu'incombent à l'Entreprise principale (lot gros œuvre) :

- ☐ Les charges temporaires de voirie et de police ;
- ☐ Les frais de gardiennage du chantier (sauf les 4 derniers mois, cf. article « Gardiennage »), d'ouverture et de fermeture provisoire des bâtiments sont imputés au compte prorata.

2.5.5 Dépenses de gestion des déchets du chantier

- ☐ Mise en place des bennes et de la clôture du site accueillant ces équipements à charge de l'Entreprise principale (lot gros œuvre) ;
- ☐ Chaque entreprise se charge de transporter et de trier ses déchets dans les bennes mises à disposition par l'Entreprise principale (lot gros œuvre) ;
- ☐ L'Entreprise principale (lot gros œuvre) se charge de l'évacuation et du transport des déchets (triés) vers les centres de stockage appropriés ; les frais induits sont imputés au compte prorata

Il devra remettre au maître d'ouvrage avec copie au maître d'œuvre les constats d'évacuation des déchets pour en garantir la traçabilité.

Les frais d'évacuation et de transport des déchets sont imputés au compte prorata.

Pour le nettoyage du chantier :

- ☐ Chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé ;
- ☐ Chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le maître d'œuvre sur proposition de l'Entreprise principale (lot gros œuvre) ;
- ☐ Chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation, de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées et du remplacement de tout matériel dérobé ;
- ☐ L'Entreprise principale (lot gros œuvre) a la charge de l'enlèvement des déblais stockés et de leur transport aux décharges publiques et devra laisser en place des bennes à la disposition des entreprises selon l'avancement du chantier et la nécessité d'évacuation des déblais. Les frais induits sont imputés au compte prorata.
- ☐ cf. également article « Propreté du chantier ».

2.5.6 Dépenses diverses

Font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'un entrepreneur ou d'un groupe d'entrepreneurs déterminé, les dépenses indiquées ci-après :

- ☐ Consommation d'eau, d'électricité, de téléphone, télécopieur et photocopieur (entretien, fournitures, papiers, ...) ;
- ☐ Chauffage des locaux ;
- ☐ Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable;
- ☐ Frais de répartition et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
 - L'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert;
 - Les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur titulaire d'un lot déterminé;
 - La responsabilité de l'auteur, insolvable n'est pas couverte par un tiers.

Toutefois, les fournitures et matériels présentant un caractère particulièrement onéreux demeureront jusqu'à la réception aux risques exclusifs de l'entrepreneur chargé de leur mise en œuvre.

Préchauffage : Les entrepreneurs dont les dispositions d'exécution sont liées à une température minimale ou à un degré hygrométrique limité ne pourront refuser l'exécution ou la continuation de leurs travaux s'il est possible de satisfaire à ces conditions par un préchauffage approprié. La charge des frais correspondants sera supportée par toutes les entreprises concernées au compte prorata tout en respectant les normes de sécurité.

Pour les remplissages et vidanges des bassins notamment décrochage des engins, les consommations d'eau et d'autres consommables sont à la charge de l'Entreprise principale (lot gros œuvre).

2.6 ORDRE DE PRESEANCE

Se conformer au C.C.A.P .

2.7 AVERTISSEMENT

Il est expressément convenu que les CCTP ont pour but de renseigner les Entrepreneurs sur leurs corps d'état respectifs, sur la nature des travaux à exécuter. Les indications n'ont pas un caractère limitatif.

Dans le cadre du marché forfaitaire arrêté, l'Entrepreneur du corps d'état doit l'intégralité des travaux impératifs à l'achèvement complet des ouvrages et au fonctionnement parfait des équipements sans exception, ni réserve.

Sont également indispensables, ceux satisfaisant aux exigences de la réglementation en vigueur, même si le CCTP ne les décrit pas ou si les indications (cotes ou autres) portées au CCTP ou aux documents graphiques doivent, pour atteindre ce résultat, présenter des modifications.

Tout ouvrage propre aux documents graphiques et non décrit dans le présent CCTP est formellement dû et vice-versa.

L'Entrepreneur a pour obligation d'étudier et de lire, dans son intégralité, le CCTP et l'ensemble des documents du dossier, notamment les prescriptions de l'étude thermique, de l'étude acoustique, le rapport de sol, les rapports des bureaux de contrôles, CSPS, QE.

2.8 CONNAISSANCE DES LIEUX

L'entrepreneur est réputé, par le fait d'avoir remis son offre :

- ☐ Avoir eu la possibilité de se rendre sur les lieux où doivent être réalisés les travaux (site libre d'accès) ;
- ☐ Avoir pris une parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;

- ❑ Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installation de chantier, de stockage, de matériaux, etc., des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- ❑ Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

En résumé, l'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit exercer une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

L'entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

2.9 RELATIONS AVEC LES SERVICES OFFICIELS ET COMPAGNIES CONCESSIONNAIRES

L'entrepreneur principal doit se mettre en rapport avec tous les services intéressés et en obtenir tous renseignements utiles pour l'exécution de ses travaux. Il doit se soumettre à toutes les vérifications et visites des agents de ces services ou des organismes désignés par eux (Consuel par exemple). Il doit fournir tous les documents, toutes les pièces justificatives demandés.

Il devra :

- ❑ Obtenir tous les accords nécessaires, tant pour les installations faisant partie de la concession que pour les installations intérieures.
- ❑ Transmettre au Maître de l'Ouvrage, tous les renseignements qu'il a recueillis au cours de ses contacts et qui concernent, soit la construction, soit l'exécution des travaux qui ne sont pas à sa charge, soit l'exploitation des installations.
- ❑ Obtenir tous les certificats de conformité utiles et régler tous les frais nécessaires pour les opérations de contrôle ou de vérification, signaler aux services intéressés et dans les délais réglementaires, les dates de commencement et de terminaison de chacune de ses interventions.
- ❑ L'entrepreneur doit au moment opportun, de son propre chef, effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des services compétents (services concédés), afin d'obtenir en temps voulu, la mise en service des installations. Il doit enfin se procurer et remplir les formulaires nécessaires, les faire signer par le Maître de l'Ouvrage et les remettre aux services intéressés.

2.10 QUALIFICATIONS DES ENTREPRISES

L'Entrepreneur et ses sous-traitants doivent posséder les qualifications professionnelles QUALIBAT ou équivalence.

Chaque Entrepreneur doit joindre à son offre, les types, les numéros et les dates d'obtention des qualifications professionnelles, au niveau exigé par la MOE selon l'importance ou la complexité de l'ouvrage, et de présenter, suivant les vœux de la Maîtrise d'Ouvrage, des références de travaux semblables réalisés dans des conditions équivalentes.

La liste des qualifications attendues est fournie au niveau du règlement de consultation.

2.11 SOUS-TRAITANTS

Suivant le C.C.A.P. joint au présent dossier.

2.12 ASSURANCES

Conformément aux prescriptions du C.C.A.P. .

D'une façon générale, l'entrepreneur assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

En outre, la police dont est titulaire l'entreprise devra prévoir :

- ❑ L'application des garanties aux travaux donnés en sous-traitance, qu'ils relèvent ou non des activités garanties par sa police de base.
- ❑ L'application des garanties aux travaux de technique non courante.

2.12.1 Procédures ATEX

Dans le cas d'un matériau, équipement ou procédé de construction nouveau ne faisant pas l'objet d'une procédure d'Avis Technique, l'obtention d'un Avis Technique exigé par les assureurs doit être demandée par l'entrepreneur.

Le délai d'obtention de cet Avis Technique étant très long, l'entrepreneur pourra faire appel à une autre procédure dite procédure ATEX (appréciation technique d'expérimentation).

Cette procédure ATEX aboutit dans un délai de l'ordre de 2 mois à compter de la présentation du dossier auprès du CSTB.

Produits certifiés :

De nombreux produits, matériaux et équipements sont titulaires de "certificats de qualification", ces produits, matériaux et équipements sont dits "certifiés".

Ces produits certifiés comportent un marquage clairement visible avec le sigle correspondant NF - CTB - ATG - QUALIF - CEKAL - ACERFEU - etc., ainsi que CE.

Ces marques de qualité sont exigées :

- ☐ Pour les marchés publics dans tous les cas
- ☐ Pour les marchés privés
 - Pour ceux concernant la sécurité électrique et gaz ;
 - Lorsque le maître de l'ouvrage l'exige dans les documents particuliers du marché, ou alors l'entrepreneur doit justifier l'aptitude à l'emploi du produit par des essais et vérifications qui seront à ses frais.
- ☐ Pour les organismes de contrôle technique et les assureurs
 - Soit la certification ;
 - Soit des justifications apportant les preuves que le produit est équivalent, ces justifications étant à la charge de l'entrepreneur.

Autres obligations :

Le maître d'ouvrage peut imposer à l'entrepreneur d'autres obligations, entre autres :

- ☐ Le respect d'un cahier des charges de mise en œuvre établi par le fabricant.

Ce cahier des charges de mise en œuvre établi par le fabricant doit être, pour être applicable, accompagné d'un rapport établi par un organisme agréé.

Le respect de ce cahier des charges fait partie des prix du marché de l'entrepreneur ;

- ☐ La procédure d'urgence d'agrément d'un matériau ou procédé de construction nouveau, dite " avis de chantier ".

S'il s'avère impératif de mettre en œuvre sur le chantier, pour une ou autre raison, un matériau ou procédé de construction nouveau non prévu à l'origine, l'entrepreneur doit engager une procédure d'urgence d'agrément pour obtenir un « avis de chantier », qui peut être établi par un organisme de contrôle agréé.

Les frais de cette procédure sont à la charge de l'entrepreneur dans le cas où il est le responsable de cet impératif de remplacement de matériau ou procédé de construction ; dans le cas contraire, ils sont à la charge du maître d'ouvrage.

2.12.2 Assurance pour procédés non traditionnels

En plus de ses assurances Responsabilité Civile et effondrement en cours de chantier, l'entreprise devra être assurée au titre des garanties décennales et biennales.

Lorsqu'elle serait amenée à utiliser des matériaux ou des procédés non traditionnels (ceux-ci relevant des D.T.U.), elle doit, un mois avant mise en œuvre sur chantier, fournir d'elle-même au Maître d'œuvre et au bureau de contrôle :

- ☐ Soit un avis technique ou agrément
- ☐ Soit une assurance spéciale qui devra être acceptée par le bureau de contrôle.

3 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES REGLEMENTAIRES

3.1 REGLEMENTATION COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT

L'entrepreneur est toujours tenu de respecter, dans l'exécution de ses travaux ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires dans la mesure où ils concernent ses travaux, dont notamment les suivantes :

- ☐ Code civil ;
- ☐ Code de la construction et de l'habitation ;
- ☐ Code du travail ;
- ☐ Règlement national d'Urbanisme (RNU) ;
- ☐ Règlement sanitaire départemental et/ou national ;
- ☐ Réglementations sécurité incendie ;
- ☐ Réglementation handicapés, PMR ;
- ☐ Textes relatifs à la sécurité et à la protection de la santé sur les chantiers ;
- ☐ Réglementations acoustiques, dont NRA ;
- ☐ Réglementation thermique,
- ☐ Législation concernant les conditions de travail et l'emploi de la main d'œuvre ;
- ☐ Textes relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement ;
- ☐ Textes concernant la limitation des bruits de chantier ;
- ☐ Textes concernant les déchets de chantier ;
- ☐ Règlements relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier ;
- ☐ Règles Véritas-Socotec-Sécuritas
- ☐ Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG)
- ☐ Cahier des Charges DTU et règles DTU, ainsi que leurs annexes, modificatifs, additifs ou erratum.
- ☐ Cahier des Prescriptions provisoires ou Techniques isolées, éditées par le CSTB, ayant valeur de Cahiers des Charges DTU.
- ☐ Les normes Françaises de l'AFNOR.
- ☐ Les normes Européennes.
- ☐ Le répertoire des éléments et ensembles fabriqués du bâtiment (REEF).
- ☐ Règles professionnelles et Avis techniques du CSTB.
- ☐ Arrêtés du préfet du Département.
- ☐ Les lois, arrêtés, décrets, relatifs à la protection des bâtiments contre l'incendie, l'isolation phonique et thermique, plus particulièrement (sans que cette liste soit limitative).

Et tous autres textes réglementaires et législatifs ayant trait à la construction, à l'urbanisme, à la sécurité, etc.

Les ouvrages et matériaux mis en œuvre, devront être également conformes aux prescriptions des documents ci avant, en plus des plans et du C.C.T.P.

NOTA :

Bien que ces documents ne soient pas joints, ils sont censés être connus de l'entrepreneur et font partie intégrante des pièces contractuelles du marché.

L'entrepreneur sera donc tenu de s'y conformer. Dans le cas où les ouvrages décrits pourraient différer ou comporter des indications opposées à celles des normes citées, l'entrepreneur devra toujours en informer le Maître d'œuvre.

3.2 DOCUMENTS CONTRACTUELS DE REFERENCE

Obligations contractuelles :

Seront documents contractuels pour l'exécution des présents marchés, tous les documents énumérés ci-dessous.

- ❑ Les documents DTU et les documents ayant valeur de DTU devenus CCTG approuvés par décret et figurant sur la liste des fascicules interministériels CCTG ;
- ❑ Les règles professionnelles, cahiers des charges, prescriptions techniques ou recommandations acceptées par l'AFAC et figurant sur la liste ;
- ❑ Tous autres documents rendus obligatoires par les assureurs pour la prise en garantie décennale des ouvrages ;
- ❑ Toutes les normes NF concernant les ouvrages du présent marché, qu'elles soient homologuées ou seulement expérimentales.

Réglementations générales :

Dans un but d'harmonisation européenne, et afin de pouvoir être reconnus par les autres États de la Communauté européenne, les documents techniques unifiés (DTU) prennent progressivement le statut officiel de normes.

3.3 CONNAISSANCE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'entrepreneur est contractuellement réputé être en possession et connaître parfaitement tous les documents contractuels visés ci-dessus, applicables aux travaux de son marché.

L'entrepreneur devra, dans l'exécution des prestations de son marché, se conformer strictement aux clauses, conditions et prescriptions de ces documents.

Par documents de référence contractuels applicables au présent marché, il faut entendre tous les fascicules, additifs, mémentos modificatifs, errata, etc., connus à la date précisée au C.C.A.P. ou à défaut celle découlant des clauses du C.C.A.P.

3.4 MATERIAUX ET PRODUITS HORS DOMAINE D'APPLICATION D.T.U

Pour les matériaux et procédés "non traditionnels" ou "innovants" qui n'entrent pas dans le cadre des documents contractuels visés ci-dessus, les entrepreneurs devront se conformer strictement aux prescriptions et conditions des documents suivants :

Avis technique : Agréments européens ;

Ou, à défaut : Aux règles et prescriptions de mise en œuvre du fabricant.

Pour les matériaux et procédés n'entrant dans aucun des cas énumérés ci-dessus, la procédure d'appréciation technique d'expérimentation dite procédure ATEX pourra être imposée par le maître d'ouvrage. Les frais de cette procédure seront à la charge de l'entrepreneur.

3.5 ACCORD DU BUREAU DE CONTROLE

L'accord du bureau de contrôle sera obtenu sur tous les principes constructifs, les dispositions générales des ouvrages et les détails d'exécution avant toute mise en œuvre. L'entrepreneur est tenu d'apporter, sans supplément, les corrections et modifications demandées par cet organisme. En tout état de cause, l'entreprise reste seule responsable de ses travaux.

3.6 PRECONISATION DU COORDONNATEUR S.P.S.

L'Entrepreneur devra scrupuleusement respecter les préconisations du Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé. -CSPS- tant en ce qui concerne l'emploi de certains matériaux ou produits, qu'en ce qui concerne leur mise en œuvre.

L'Entrepreneur devra fournir tous les documents (fiches techniques, etc.) que pourrait lui demander le CSPS.

En cas d'absence de préconisations particulières de la part du CSPS, l'Entrepreneur devra faire valider les différents produits ou matériaux employés sur le chantier.

Pendant la période de préparation du chantier, chaque entrepreneur aura à sa charge l'établissement d'un PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) propre à l'exécution de ses ouvrages.
Ce plan sera établi en accord avec la Maîtrise d'œuvre et le Coordonnateur SPS.

3.7 CONFORMITE A LA REGLEMENTATION « SECURITE INCENDIE »

Dans le cadre de son marché de travaux, l'entrepreneur mettra en œuvre des matériaux, produits et composants de construction qui seront conformes aux prescriptions contractuelles pour ce qui est de leur provenance, et de leurs qualités, caractéristiques et performances.

Dans le cadre de cette obligation l'entrepreneur devra, pour tous les ouvrages de leur marché concernés par la Réglementation «sécurité contre l'incendie» assurer et garantir une mise en œuvre des matériaux concernés absolument conforme aux conditions de mise en œuvre spécifiées dans les procès-verbaux d'essai au feu du matériau considéré.

3.8 CONFORMITE AUX PRESCRIPTIONS ACOUSTIQUE ET THERMIQUE

L'entrepreneur doit se conformer et respecter impérativement les prescriptions de la notice acoustique et de la notice thermique jointes en annexe au dossier et les documents qui s'y rattachent.

Toutes les prescriptions et précautions de mise en œuvre et tous les détails de montage, les matériaux et etc. envisagés décrits dans les notices, doivent être mis en œuvre, **même s'ils ne sont pas repris en description dans le présent C.C.T.P.**

3.9 CONFORMITE AUX PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA « LOI HANDICAP »

L'entrepreneur doit se conformer et respecter impérativement la loi du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, dite « loi handicap » place au cœur de son dispositif l'accessibilité du cadre bâti et des services à toutes les personnes handicapées.

Cette loi vise désormais sans distinction, tous les types de handicaps : qu'ils soient moteurs, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques. Cette loi rend essentielle la notion de chaîne de déplacement et de participation.

Toutes les prescriptions et précautions de mise en œuvre et tous les détails de montage, décrits dans ce dossier doivent être mis en œuvre par le présent corps d'état, même s'ils ne sont pas repris en description dans le présent CCTP.

3.10 PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

Les entrepreneurs sont tenus de respecter l'arrêté du 10.09.1970 concernant la protection des bâtiments d'habitation, ainsi que la circulaire 73.178 du 5.10.1973.

Arrêté du 19.12.1975 : classification des matériaux, éléments de construction par catégorie selon leur comportement au feu, définition des méthodes d'essais.

Code de la Construction et de l'habitation - Article R III 1- R III 19.

Réglementation en vigueur, relative à la protection contre les risques d'incendie et de panique, dans les établissements recevant du public.

3.11 REGLES GENERALES DE CONSTRUCTION

Code de la Construction et de l'habitation du 31.05.1978.

Articles : R.123.1 à R. 123.55

R.152.4 et R.152.5

Réglementation sur l'accessibilité des équipements aux personnes handicapées.

3.12 REGLEMENTATIONS CONCERNANT LA SECURITE ET LA SANTE DES OUVRIERS

Le règlement sanitaire départemental type, annexé à la circulaire du 09.08.1978 du ministère de la Santé et de la Famille, et modifiés.

3.12.1 Sécurité sanitaire

L'entrepreneur du présent lot sera responsable de son chantier à compter de l'ordre de service.

Dans le cadre de la sécurité sanitaire, l'entrepreneur doit d'une façon générale, adopter toutes les mesures de prévention permettant de limiter les risques d'infection et de prévenir la contagion sur le chantier, inciter ses salariés/ouvriers à veiller sur leur santé, leur sécurité et à celle de leur entourage.

Les mesures mises en place, par l'entreprise, notamment pour respecter « **les gestes barrières** » seront en complément de toute mesure sanitaire édictée par les pouvoirs publics au moment du démarrage des travaux.

L'entreprise devra aussi, se conformer à toutes les demandes et exigences de la CARSAT et de l'inspection du travail. Appliquer les directives formulées par le C.S.P.S désigné pour ce projet et suivre les recommandations édictées par l'OPPBTP.

3.12.2 Sécurité et protection de la santé sur les chantiers

Les chantiers sont soumis, en matière de sécurité et de protection de la santé, aux dispositions législatives en vigueur à ce sujet.

Sauf dans le cas d'intervention d'un seul entrepreneur sur toute la durée du chantier, un coordinateur interviendra. L'entrepreneur est contractuellement tenu de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordinateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers. Tous les frais en découlant pour l'entrepreneur sont contractuellement réputés compris dans le montant de son marché.

À ce sujet, il est rappelé l'autorité du coordonnateur sur le chantier : en cas de non-respect des règles définies au PGCSPPS et des PPSPS ne mettant pas en cause la vie d'autrui, le coordinateur pourra mettre en demeure l'entreprise de remédier aux manques constatés, copie sera transmise au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

Dans le cas de non mise en conformité dans le délai énoncé ci-dessus, le coordinateur en informera le maître d'ouvrage par écrit, qui statuera sur l'arrêt ou non de l'entreprise.

En cas de risque grave et immédiat, le coordonnateur aura autorité pour arrêter une entreprise si les règles de sécurité définies dans le PGCSPPS, mettant en cause directement la vie des ouvriers, des usagers de la route ou des riverains, ne sont pas respectées. En cas d'infraction dûment constatée par le CSPS et non corrigée dans les délais impartis, des pénalités seront appliquées suivant le C.C.A.P. et son additif.

Le coordonnateur disposera alors d'un délai de vingt-quatre heures pour donner son feu vert de redémarrage des travaux après examen des mesures prises par l'entreprise.

Le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, les organismes associés (CRAM, inspecteur du travail, OPPBTP) et le contrôle extérieur si nécessaire seront tenus informés immédiatement, ainsi que le responsable de l'entreprise par fax, de tout arrêt des travaux, précisant la date, l'heure et les raisons de cet arrêt.

Dans ces deux cas, une mention sera effectuée dans le registre journal.

3.12.3 Sécurité des ouvriers contre les chutes

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer, dans tous les cas, la protection contre les chutes du personnel amené à travailler ou à circuler en toiture, conformément à la réglementation en vigueur.

Important :

Les protections collectives provisoires mises en place par l'entreprise principale devront rester à demeure jusqu'à achèvement des travaux. Elles seront spécialement étudiées en collaboration avec le CSPS pour ne pas gêner les autres corps d'état.

Dans le cas où une entreprise doit déplacer des protections collectives pour les besoins de ses propres travaux, elle devra les remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection au moins équivalente pour les personnes qui interviennent sur le chantier.

Chaque entreprise doit ses échafaudages éventuellement nécessaires pendant ses interventions, leur location, pose, dépose et transport

Les exigences, minimales, attendues, de la part de chaque entreprise sont :

- ❑ La fourniture, la mise en place des protections collectives pendant toute la durée de leur intervention
 - ❑ Le contrôle fréquent de leur état
 - ❑ La maintenance des protections collectives jusqu'à ce que les protections définitives soient mises en place et que les zones de travaux ne soient plus considérées comme dangereuses ou pouvant engendrer des risques
- Le pilote de l'entreprise principale fera un point permanent sur le maintien des protections collectives. Une analyse sera menée pour effectuer le choix des protections collectives à mettre en place en fonction des modes opératoires des entreprises Co et sous-traitantes

L'analyse de risque établie par chaque entreprise pourra donner lieu à d'autres compléments transcrits dans leurs PPSPS

Disposition en cas de litige ou défaillance :

En cas de manquements à la sécurité par une entreprise, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre pourra demander à une entreprise de réaliser la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante majorés des frais de gestion.

4 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES D'EXECUTION

4.1 QUALITE ET MISE EN ŒUVRE DES MATERIAUX ET FOURNITURES

Les matériaux et fournitures doivent satisfaire aux dispositions des normes ou autres documents équivalents. L'entrepreneur est tenu de produire toutes justifications de provenance et de qualité des matériaux, et de fournir tous les échantillons qui lui seront demandés en vue des essais imposés dans chaque cas particulier par le descriptif. Le descriptif définit certaines prestations à l'aide d'une marque et d'une référence commerciale :

1°) Marque et référence imposée :

Si la prescription n'est pas suivie de la mention « ou équivalent », l'entrepreneur doit obligatoirement répondre avec la marque et la référence imposées.

2°) Marque suivie de la mention « ou équivalent » :

Si la prescription est suivie de la mention « ou équivalent », l'entrepreneur peut substituer une autre marque et/ou référence qui figurera clairement dans sa proposition.

Dans le descriptif « marché », la mention « ou équivalent » sera systématiquement supprimée ou réputée supprimée. L'entrepreneur sera alors engagé sur les marques et références qui figurent dans le descriptif ou dans sa proposition.

4.2 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX

L'entrepreneur est réputé, pour l'exécution des travaux, avoir préalablement à la remise des offres :

- ❑ Pris pleine connaissance du plan de masse, de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux ainsi que du site, et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- ❑ Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur importance, de leurs particularités.
- ❑ Procédé à une visite détaillée du site et pris parfaite connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux et accès et aux abords, à la topographie et à la nature des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, lieu d'extraction des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, voisinage, etc...).

- ❑ Contrôlé toutes les indications des documents de consultation, notamment celles données par le C.C.T.P., les plans et dessins, recueilli tous renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'œuvre, et également pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public.
- ❑ L'entrepreneur aura à sa charge l'ensemble des études d'exécution et de dimensionnement afférent à chacun des lots. Le dossier DCE ne pouvant en aucun cas être utilisé comme tel. Pour ce faire, il réalisera l'ensemble des investigations nécessaires.

4.3 QUALITE DES TRAVAUX

Les ouvrages doivent être d'excellente qualité, conformes en tous points aux règles de l'Art, exempts de toutes malfaçons et présenter toute la perfection souhaitée. S'ils ne satisfont pas à ces conditions, ils sont refusés, démolis et remplacés aux frais de l'Entrepreneur concerné.

L'entreprise est également responsable vis-à-vis du Maître d'Ouvrage, des fautes et malfaçons commises par ses agents ou ouvriers dans la fourniture et l'emploi de matériaux.

4.4 VERIFICATION DES DOCUMENTS GRAPHIQUES

L'entrepreneur est tenu, avant toute exécution, de vérifier tous les documents graphiques qui lui seront remis.

Il signalera en temps utile au Maître d'œuvre, les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation, l'usage auquel ces ouvrages sont destinés.

En cas d'erreurs, d'insuffisance de côtes, l'entrepreneur devra en référer au Maître d'œuvre qui fera lui-même les mises au point ou rectifications nécessaires.

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans. L'entrepreneur restera seul responsable des erreurs, ainsi que des modifications qu'entraîneraient pour lui et pour les autres corps d'état, un oubli ou l'inobservation de cette clause.

Les plans de détails établis à plus grande échelle, prévaudront sur les autres.

4.5 VERIFICATIONS TECHNIQUES INCOMBANT AUX ENTREPRISES

Le contrôle de l'exécution des travaux s'effectuera dans les conditions définies par la Norme NF P.03.001 dernière édition.

Si les pièces contractuelles, les instructions du Maître d'œuvre, de l'Organisme de contrôle ou des Assurances, stipulent qu'une partie des ouvrages doit être particulièrement vérifié ou approuvé, l'entrepreneur doit prévenir le Maître d'œuvre au moment où les travaux sont prêts pour le contrôle.

En outre, au titre du contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises, la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre, réalisera les vérifications suivantes :

- ❑ Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux Normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du Marché.
- ❑ Au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques et aux déformations mécaniques, sont convenablement protégées.
- ❑ Au niveau de l'interface entre corps d'états, l'entrepreneur vérifiera, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou à exécuter par d'autres corps d'état, permettent une bonne réalisation de ses propres prestations.
- ❑ Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux DTU et aux règles de l'Art.
- ❑ Au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par les DTU et les Règles Professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

4.6 TEMOINS, ECHANTILLONS ET PROTOTYPES

L'entrepreneur devra la fourniture et présentation des échantillons et prototype de tous matériels et matériaux mis en œuvre, dans leur aspect et configuration définitive.

Ces échantillons seront présentés à l'avancement des études, avec présentation globale et définitive le jour de la réunion d'échantillons qui se tiendra en présence du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre.

Les prototypes et échantillons seront modifiés autant que de besoin jusqu'à l'accord définitif du Maître d'ouvrage, Maître d'œuvre et bureau de contrôle.

L'ensemble des prototypes et échantillons sera conservé durant toute la durée du chantier et stocké en un lieu d'accès aisé.

Espaces témoin (1 sanitaire, 1 local)

L'entrepreneur devra participer pleinement à l'élaboration et la réalisation d'espaces témoins.

La localisation de ces espaces sera déterminée en accord avec le MO lors de la phase de préparation de chantier.

Ils devront être réalisés dans les délais prévus au calendrier général de travaux.

2,00ml de circulation commune

L'entrepreneur devra participer pleinement à l'élaboration et la réalisation du 2,00 ml de circulation commune.

La localisation de ce tronçon sera déterminée en accord avec le MO lors de la phase de préparation de chantier.

Il devra être réalisé dans les délais prévus au calendrier général de travaux.

➔ Toutes les prestations définitives prévues au présent marché devront être réalisées dans le cadre de la réalisation des témoins.

Important :

Ces échantillons et autres devront être approuvés par le Maître d'œuvre avant toute confirmation de commande du fournisseur. L'entrepreneur sera tenu de procéder à toutes retouches ou mises au point des échantillons, jusqu'à l'accord définitif du Maître d'œuvre.

Il devra fournir toutes les justifications propres au matériau ou au produit fini et, le cas échéant, les procès-verbaux d'essais au feu et acoustique, au plus tard avant leur mise en œuvre. L'entrepreneur est tenu de fournir toute documentation pouvant lui être demandée par le Maître d'œuvre ou le bureau de contrôle.

Ces échantillons doivent pouvoir être éprouvés et éventuellement détériorés pour des essais conformes aux règles de la normalisation. Lesdites fournitures, ainsi que les frais de ces essais, sont à la charge de l'entrepreneur.

4.7 INTERFACES ET LIMITES DE PRESTATIONS

La gestion des interfaces entre les corps d'état d'un même corps d'état est à la charge et sous la responsabilité de l'Entrepreneur du corps d'état considéré. A l'intérieur d'un corps d'état toutes les prestations nécessaires au parfait et complet achèvement des ouvrages sont réputées comprises et comptées dans le prix global et forfaitaire du corps d'état considéré pour ce qui concerne les interfaces et connexions des corps d'Etat composant ce lot.

Ensuite, chaque entreprise devra :

- ☐ Travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier ;
- ☐ Se mettre en rapport avec les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements nécessaires et prendre conjointement toutes les dispositions pour assurer une parfaite coordination de leurs travaux respectifs ;
- ☐ Demander au maître d'œuvre toutes les précisions qu'elle juge utiles.
- ☐ Aucun entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant, ne pas donner des renseignements, ne pas fournir des documents ou des plans, etc....

4.7.1 Trous - percements - trémies - scellements - calfeutrements - raccords - bouchements

Tous les trous, percements, trémies, scellements, calfeutrements, raccords, bouchements et feuillures, seront dus et exécutés suivant les articles ci-après.

La Maîtrise d'œuvre n'interviendra que pour arbitrer les différents entre Entreprises de Lots différents. Ces dernières se soumettront à la décision de la Maîtrise d'œuvre.

4.7.1.1 Trou - Percements - Trémies et feuillures - Calfeutremements et bouchements soignés

Dans le béton, dans le béton armé, béton précontraint et maçonnerie

Exécutés, dans tous les cas (en fonction des restrictions des tableaux ci-après), par l'Entrepreneur du lot GROS ŒUVRE y compris bouchement et calfeutrement soigné, quel que soit les dimensions.

Si les renseignements fournis pour les réservations sont trop tardifs ou erronés et qu'il y ait lieu de ce fait de percer après coup, ce travail sera à la charge du corps d'état intéressé qui devra obligatoirement le faire réaliser à ses frais par le lot GROS ŒUVRE.

Dans les cloisons légères

Exécutés, dans tous les cas, par l'Entrepreneur du lot Cloisons - Doublages – Faux plafonds dans les partitions en plâtre, y compris bouchements et calfeutremements soignés quel que soit les dimensions.

Le traçage est dû par le corps d'état technique dont le matériel vient traverser la paroi.

Pour les $\varnothing < 100$ mm, c'est le corps d'état considéré qui effectuera les trous, percements, ainsi que les calfeutremements et bouchements soignés.

Au travers des plafonds suspendus

Exécutés, dans tous les cas, par l'Entrepreneur du Lot Cloisons - Doublages – Faux plafonds, y compris bouchement et calfeutrement soigné.

Le traçage étant dû par les lots techniques concernés.

Dans les revêtements de sols durs et souples et la faïence

Exécutés, dans tous les cas, par le Lot REVETEMENTS DE SOLS pour les entreprises demanderesses.

4.7.1.2 Calfeutremements, bourrages divers

Intérieurs

Tous les calfeutremements intérieurs, sauf ceux situés en cloisons sèches ou plafonds suspendus, sont exécutés par l'Entreprise demanderesse des réservations.

Les bourrages et calfeutremements des huisseries et bâtis de portes situées dans des murs en maçonnerie ou voiles en béton et les bourrages et calfeutremements à la jonction des cloisonnements maçonnés ou BA, sont à la charge et sont réalisés par l'Entreprise demanderesse des réservations.

A noter le soin à apporter au jointoiement des voiles périphériques assurant l'isolation acoustique.

Les bourrages et calfeutremements des huisseries et bâtis de portes situées dans les cloisons sèches, sont à la charge et sont réalisés par le Lot Cloisons - Doublages – Faux plafonds.

Nota : Les recoupements coupe-feu à chaque niveau demandé par la réglementation incendie sont dus au corps d'état demandeur des réservations.

Nota : Les calfeutremements à réaliser dans les cloisons sèches et dans les plafonds suspendus sont exécutés par le titulaire du Lot Cloisons - Doublages – Faux plafonds et à sa charge.

D'une manière générale, les calfeutremements dans les murs, cloisons sèches et plafonds suspendus lorsqu'ils existent, permettront d'obtenir une étanchéité parfaite à l'air et au son de façon à respecter les impératifs de la Notice Acoustique.

Extérieurs

Tous les calfeutremements nécessaires et joints d'étanchéité, sont dus par l'Entrepreneur qui réalise l'ouvrage de Second Œuvre, notamment le Lot MENUISERIES EXTERIEURES.

4.7.2 Implantation des ouvrages

En règle générale, chaque corps d'état est responsable de la bonne implantation de ces matériels et dispositifs. Chacune des entreprises concernées se doit de vérifier que les positionnements, réservations et scellements ou incorporations, se font conformément à ces spécifications et permettent la réalisation suivant les règles, de ses prestations.

4.7.3 Traits de niveau

Au fur et à mesure de l'avancement de la construction, l'Entrepreneur principal devra, à ses frais :

- ❑ Porter, à l'intérieur sur les murs et cloisons bruts et après l'exécution des enduits, le niveau + 1,00m fini au-dessus de tous les planchers, et cela autant de fois qu'il sera nécessaire et à tous les emplacements nécessaires aux autres corps d'état.
- ❑ Il est bien spécifié que ce trait de niveau sera également à tracer après exécution des enduits plâtre ou enduits minces exécutés par d'autres corps d'état.

4.7.4 Limites de prestations par corps d'état

4.7.4.1 Installation de chantier

A la charge du lot Gros œuvre :

- ❑ La mise à disposition des bennes et des dispositifs d'évacuation
- ❑ Les aménagements fixe (baraques, locaux affectés au chantier) et toutes sujétions
- ❑ Les clôtures et portails
- ❑ Zones de stockages
- ❑ Salle de réunion
- ❑ Nettoyage de chantier

Sont dus par le lot Electricité - Courants Forts - Courants Faibles :

- ❑ L'installation électrique de chantier comprenant :
 - Démarches auprès d'ENEDIS pour une demande de compteur chantier
 - Raccordement depuis le point de livraison ENEDIS vers un TGBT chantier et toutes sujétions
 - TGBT chantier équipé + des protections équipées pour raccordement des coffrets de chantier
 - Les raccordements des baraques de chantier sur le TGBT chantier
 - Les raccordements sur les équipements de type grues, centrales à béton sur le TGBT chantier
 - La fourniture d'une attestation de conformité de l'installation de chantier + CONSUEL pour la partie comptage ENEDIS / TGBT / Alimentations forces chantier.

4.7.4.2 Lot Gros œuvre

A la charge du corps d'état Gros œuvre :

- ❑ L'implantation générale du projet (axes principaux du bâtiment et un report altimétrique de référence).
- ❑ Prise en compte des contraintes spécifiques au corps d'état Menuiserie Extérieure (poids des ouvrages, conditions de déformabilité, réservation à prévoir dans la structure projetée).

A la charge du corps d'état "Menuiseries extérieures "

- ❑ Transmission de l'ensemble des réservations à prévoir pour les menuiseries extérieures.
- ❑ La fourniture des dispositifs de fixation éventuels, lorsque ceux-ci doivent être incorporés au coulage, aux emplacements figurés sur les plans établis par le présent corps d'état après étude détaillée réalisée avec le titulaire du corps d'état concerné

- ❑ La fourniture et pose des joints destinés à assurer l'étanchéité entre la structure de façade et les ouvrages décrits au présent document ainsi que la fourniture et pose des joints au pourtour des ouvrants des menuiseries extérieures.
- ❑ Réalisation des étanchéités à l'eau et à l'air

A la charge du corps d'état "Métallerie - Serrurerie "

- ❑ Transmission de l'ensemble des réservations à prévoir pour les ouvrages en serrurerie.
- ❑ La fourniture des dispositifs de fixation éventuels, lorsque ceux-ci doivent être incorporés au coulage, aux emplacements figurés sur les plans établis par le présent corps d'état après étude détaillée réalisée avec le titulaire du corps d'état concerné
- ❑ La fourniture et pose des joints destinés à assurer l'étanchéité entre la structure de façade et les ouvrages décrits au présent document ainsi que la fourniture et pose des joints au pourtour des ouvrants métalliques.
- ❑ Réalisation des étanchéités à l'eau et à l'air

Corps d'état Gros Œuvre :

- ❑ Prise en compte des contraintes spécifiques au corps d'état Métallerie - Serrurerie (poids des ouvrages, conditions de déformabilité, réservation à prévoir dans la structure projetée).
- ❑ Scelllements des éléments de métallerie dans les façades ou dans les subjectiles concernés par le corps d'état serrurerie.

A la charge du corps d'état "Menuiseries Intérieures"

- ❑ Fourniture des huisseries et des bâtis bois ou métal
- ❑ Répartitions aux emplacements prévus des huisseries et des bâtis bois ou métal
- ❑ La vérification de l'implantation de ses ouvrages.
- ❑ Mise au point techniques avec les mobiliers qui seront fixés sur les cloisons et doublages.

Sont dus par le corps d'état Chauffage - Ventilation- Equipements sanitaires:

- ❑ Les plans de réservations ou de percements
- ❑ Les percements <100mm et rebouchages dans les parois légères à l'exception des raccords de finition

Sont dus par le corps d'état GROS ŒUVRE

- ❑ Les percements ≥ 100 mm dans les parois lourdes, à condition que les plans de réservations aient été remis en temps utile, et les rebouchages
- ❑ Les raccords de finition
- ❑ Les reprises d'enduit en façade
- ❑ Le génie civil en locaux techniques

Sont dus par le corps d'état Electricité - Courants Forts - Courants Faibles :

- ❑ Les plans de réservations ou de percements
- ❑ Les percements <100mm et rebouchages dans les parois légères à l'exception des raccords de finition
- ❑ Toutes saignées pour appareillage et câblage local
- ❑ La position et dimension des découpes à faire dans les faux plafonds pour la pose des luminaires

Sont dus par le corps d'état GROS ŒUVRE, MAÇONNERIE

- ❑ Les percements ≥ 100 mm dans les parois lourdes, à condition que les plans de réservations aient été remis en temps utile, et les rebouchages
- ❑ Les raccords de finition
- ❑ Les reprises d'enduit en façade
- ❑ Le génie civil en locaux techniques

4.7.4.3 Corps d'état Etanchéité

A la charge du corps d'état "Electricité"

- ❑ L'indication de la position des crosses d'étanchéité aux sorties des câbles électriques

Corps d'état Etanchéité

- ❑ L'étanchéité au droit des crosses
- ❑ Les crosses d'étanchéité aux sorties des câbles électriques

A la charge du corps d'état "Chauffage - Ventilation- Equipements sanitaires"

- ❑ L'indication de la position des sorties en toiture

Corps d'état Etanchéité :

- ❑ Les costières avec étanchéité pour extracteurs de désenfumage et prises d'air frais

4.7.4.4 Corps d'état Menuiseries extérieures

A la charge du corps d'état "Electricité"

- ❑ Réalise le raccordement de mise à la terre des éléments métalliques, notamment les bâtis de portes

Le corps d'état Menuiseries extérieures

- ❑ La fourniture y compris tous modules de commande, la pose, le câblage et le raccordement des commandes locales et centralisée des occultations électriques (volets roulants, rideaux, occultations diverses)
- ❑ La fourniture et la pose des portes de recoupement CF, y compris les dispositifs d'asservissements électromagnétique et contacts de position le cas échéant (DAS commun).
- ❑ La fourniture et la pose des gâches ou ventouses électromagnétique des portes contrôlées

A la charge du corps d'état " Cloisons - Doublages – Faux plafonds "

- ❑ Assure la continuité coupe-feu des parois jusqu'aux ouvrages de menuiserie
- ❑ Profils de finition et de raccord entre habillages intérieurs et façade
- ❑ Assure les habillages intérieurs des tablettes, linteaux et en tableau

A la charge du corps d'état Menuiseries intérieures :

- ❑ Etablissement de l'organigramme
- ❑ Fourniture de tous les cylindres de sûreté qui seront mis en combinaison et fonctionneront sur passe général et passe partiel

Le corps d'état Menuiseries extérieures

- ❑ Pendant le chantier, les serrures seront équipées de cylindres provisoires à charge du présent lot qui posera les différents ouvrages sur clefs (portes extérieures, cadenas, portails, etc. des lots Menuiseries extérieures, Métallerie, etc.). Les clefs provisoires, étiquetées, seront transmises au lot Principal qui en sera responsable pendant la durée du chantier et en assurera la gestion. En fin de chantier, ces cylindres provisoires seront retirés par l'entrepreneur du présent lot qui posera les cylindres définitifs fournis par le lot menuiseries intérieures.

A la charge du corps d'état CVC Plomberie Désenfumage :

- ❑ La fourniture des entrées d'air.

Le corps d'état Menuiseries extérieures

- ❑ Découpe des châssis vitrés, et mise en place des entrées d'air

4.7.4.5 Corps d'état Serrurerie

A la charge du corps d'état "Gros œuvre"

- ❑ Réalise les murets de clôtures

A la charge du corps d'état Menuiseries intérieures :

- ❑ Etablissement de l'organigramme
- ❑ Fourniture de tous les cylindres de sûreté qui seront mis en combinaison et fonctionneront sur passe général et passe partiel

Le corps d'état Serrurerie

- ❑ Pendant le chantier, les serrures seront équipées de cylindres provisoires à charge du présent lot qui posera les différents ouvrages sur clefs (portes extérieures, cadenas, portails, etc. des lots Menuiseries extérieures, Métallerie, etc.). Les clefs provisoires, étiquetées, seront transmises au lot Principal qui en sera responsable pendant la durée du chantier et en assurera la gestion. En fin de chantier, ces cylindres provisoires seront retirés par l'entrepreneur du présent lot qui posera les cylindres définitifs fournis par le lot menuiseries intérieures.

A la charge du corps d'état CVC Plomberie :

- ❑ Le dimensionnement des grilles de ventilation en façades

Le corps d'état Serrurerie

- ❑ Fourniture et pose des grilles de ventilation en façades

A la charge du corps d'état "Electricité"

- ❑ Réalise le raccordement de mise à la terre des éléments métalliques, notamment les bâtis de portes

4.7.4.6 Corps d'état Cloisons - Doublages – Faux plafonds - Menuiseries intérieures

A la charge du corps d'état Cloisons - Doublages – Faux plafonds

- ❑ Réalisation des isolations des chutes EU/EV dans les gaines techniques et soffites.

A la charge du corps d'état "Menuiseries Intérieures"

- ❑ Fourniture des huisseries et des bâtis bois ou métal
- ❑ Répartitions aux emplacements prévus des huisseries et des bâtis bois ou métal
- ❑ La vérification de l'implantation de ses ouvrages.
- ❑ Mise au point techniques avec les mobiliers qui seront fixés sur les cloisons et doublages.

Corps d'état Cloisons - Doublages – Faux plafonds

- ❑ Le réglage, le plombage, le calage, la fixation et la pose des huisseries, bâtis et tous cadres dans les cloisons,
- ❑ Compris tous calfeutrements
- ❑ Compris tous les passages des fourreaux électriques dans les huisseries.
- ❑ La fourniture et pose des fourrures incorporées et renforts, pour support des éléments lourds

A la charge du corps d'état "Chauffage - Ventilation- Equipements sanitaires"

- ☐ Fournit les réservations et implantations nécessaires aux ouvrages de ventilation (grilles à fente, buses)
- ☐ Mise au point techniques avec les équipements sanitaires qui seront fixés sur les cloisons et doublages.
- ☐ Les percements <100mm et les calfeutrements et rebouchages, à l'exception des raccords de finition

Corps d'état Cloisons - Doublages – Faux plafonds

- ☐ La fourniture et pose des fourrures incorporées et renforts, pour support des sanitaires suspendus.
- ☐ Les raccords de finitions sur les percements <100mm réalisés par le lot CVC, plomberie
- ☐ Les percements >= 100 mm dans les parois lourdes, à condition que les plans de réservations aient été remis en temps utile, et les calfeutrements et rebouchages et raccord de finitions

A la charge du corps d'état "Electricité"

- ☐ Fournit les réservations et implantations nécessaires aux ouvrages d'éclairage

Sont dus par le corps d'état Cloisons - Doublages – Faux plafonds:

- ☐ Les raccords de finitions sur les percements <100mm réalisés par le lot Electricité
- ☐ Les percements >= 100 mm dans les parois lourdes, à condition que les plans de réservations aient été remis en temps utile, et les calfeutrements et rebouchages et raccord de finitions

4.7.4.7 Lot Revêtements de sols - Faïence

A la charge du lot "Gros-Œuvre"

- ☐ Réservation pour carrelage

4.7.4.8 Lot Electricité

Gros Œuvre

- ☐ Les réservations et percements dans les bétons nouveaux (murs neufs, planchers neufs) demandés par le présent lot au moment de la préparation du chantier,
- ☐ Les fourreaux pour l'alimentation générale, l'éclairage extérieur et les réseaux téléphoniques

Lot électricité :

- ☐ Les percements, non demandés au lot gros œuvre,
- ☐ Les percements et "carottages"
- ☐ Les encastrements et saignées,
- ☐ Les rebouchages des traversées de dalles et de murs.

Faux plafond

- ☐ La coordination avec le présent lot pour la pose des équipements (luminaires, etc....)

Lot électricité :

- ☐ Les découpes de faux plafond pour l'encastrement des luminaires,
- ☐ La dépose et repose des dalles pour les passages de canalisations.

Revêtements de sols

- ☐ La coordination avec le présent lot pour la pose des appareillages.

Lot électricité :

- ☐ Les découpes pour l'encastrement des appareillages.

Cloison – Doublage – Faux plafonds

- ☐ La coordination avec le présent lot pour la pose des appareillages.

Lot électricité :

- ☐ Les rebouchages des traversées de câbles, la pose des gaines et pots.

Chauffage - ventilation

- ☐ Les raccordements aval à l'amenée électrique laissée à dispositions,

Plomberie

- ☐ Les installations électriques à partir des attentes laissées par l'électricien,

Lot électricité :

- ☐ Les alimentations et attentes auprès des équipements ou armoires concernées,

Menuiserie

- ☐ La coordination avec le présent lot pour la pose des appareillages.

Lot électricité :

- ☐ Les découpes pour l'encastrement des appareillages,
- ☐ La pose des gâches électriques,
- ☐ La découpe pour les passages de câbles.

Peinture

- ☐ Les finitions après pose du matériel électrique.

Lot électricité :

- ☐ La protection du matériel avant peinture si le matériel est déjà posé,
- ☐ La dépose du matériel si le Maître d'œuvre l'exige ERDF
- ☐ La coordination des études d'exécution,

4.7.4.9 Lot Chauffage - Ventilation- Equipements sanitaires

A la charge du lot GROS ŒUVRE

- ☐ Les raccords de finition
- ☐ Les reprises d'enduit en façade
- ☐ Le génie civil en locaux techniques
- ☐ La pose de l'ensemble des cadres à sceller (touvelles, grilles extérieures, volets de désenfumage, .../...)
- ☐ La pose des grilles extérieures (locaux techniques CVC...)
- ☐ Le rebouchage et finition autour des gaines, tuyauteries et clapets coupe-feu après intervention du lot CVC

A la charge du lot « Cloison doublage faux plafonds »:

- ☐ Les découpes dans les faux plafonds pour la mise en place des grilles et diffuseurs et des luminaires
- ☐ Les trappes d'accès au droit des équipements en faux plafond nécessitant une maintenance

- ☐ La découpe de tous les faux plafonds pour la pose des luminaires, grilles, diffuseur, bouches de VMC
- ☐ Les trappes d'accès aux ventilo-convecteurs des chambres
- ☐ Les renforts dans les cloisons légères pour la mise en place des appareillages.
- ☐ Le rebouchage et finition autour des gaines, tuyauteries et clapets coupe-feu après intervention du lot CVC
- ☐ L'habillage des conduits de ventilations dans les locaux ainsi que les descentes eaux usées
- ☐ Trappes d'accès aux réarmements

A la charge du lot "Etanchéité"

- ☐ Relevé et étanchéité autour des ventilations de chutes
- ☐ Relevé et étanchéité autour des conduits de ventilation
- ☐ Moignons pour EP

A la charge du lot "Peinture"

- ☐ La peinture de toutes les tuyauteries apparentes.

A la charge du lot « Revêtement de sol »

- ☐ La fourniture et la pose des siphons de sol
- ☐ Tampon d'accès aux gaines de ventilation

A la charge du lot Electricité - Courants Forts - Courants Faibles :

- ☐ La protection dans le TGBT de toutes les armoires techniques, y compris câblage en attente à proximité.
- ☐ L'alimentation de tous les ventilo-convecteurs
- ☐ Tous les raccordements sur le coffret de relayage
- ☐ Raccordement des volets en asservissement depuis le CMSI
- ☐ La fourniture, la pose et le raccordement des télécommandes pompiers
- ☐ L'alimentation des extracteurs VMC en câble CR1-C1
- ☐ La mise à la terre et les liaisons équipotentielles des appareils sanitaires.
- ☐ Les alimentations pour les locaux techniques productions

Sont dus par le lot CVC Plomberie:

- ☐ Les armoires électriques de ventilation
- ☐ L'alimentation et le raccordement de tous les appareils de ventilation depuis les armoires précitées
- ☐ Tous les câblages entre les armoires de ventilation, chauffage, et les appareils concernés (CTA, régulation, extracteurs)
- ☐ Les interrupteurs de proximité ;

4.7.4.10 Lot VRD

A la charge du lot Gros œuvre

- ☐ L'installation de chantier compris clôtures et le remaniement de celles-ci.
- ☐ Les mises à niveau recherchés pour les dallages finis.
- ☐ Les terrassements complémentaires
- ☐ Les fondations des bâtiments.
- ☐ Les essais et compactage dans l'emprise des bâtiments

Sont dus par le lot VRD :

- ☐ Les terrassements généraux et également :

- Le piquetage des terrassements à réaliser sur la base de l'implantation générale prévue au lot Gros-œuvre (axes principaux du bâtiment et un report altimétrique de référence). Il appartient à l'entrepreneur de réceptionner le piquetage et de l'entretenir,
 - La protection des ouvrages conservés dont notamment : voiries existantes et végétaux
 - Les épaissements de fouilles jusqu'à l'intervention du lot gros-œuvre,
 - Le maintien en état et le blindage des fouilles jusqu'à l'intervention du lot gros-œuvre,
 - L'évacuation aux décharges des terres impropres aux remblais,
 - Tous les ouvrages de signalisation routière, les dispositifs de nettoyage des véhicules empruntant les voies publiques,
 - La recherche des dépôts ou décharges pour l'évacuation des terres excédentaires.
 - Les essais et compactage des ouvrages extérieurs et voiries
- Réalisation des plateformes de terrassements des voiries et des espaces verts :
- Terrassement en déblais et en remblais des voiries circulables et cheminements piétons.
 - Terrassements des plateformes espaces verts (profilé à -0,30 m de la cote finie)
 - Apport de terres végétales pour modelage des plateformes d'espaces verts pour atteindre le profil à -0,30 m du fini (L'apport du substrat végétal est bien prévu au lot Espaces verts)
 - Mise en œuvre d'une couche de forme d'au moins 30 cm sur l'ensemble des voiries circulables Véhicules légers et cheminements piétons.
- Réalisation des voiries circulables véhicules légers :
- Réalisation des voiries véhicules légers en enrobé.
 - Réalisation de la place PMR extérieure
 - Pose de bordures
 - Pose de massifs de fondation pour l'éclairage extérieur.
- Réalisations des voiries piétonnes :
- Réalisation des cheminements piétonniers en béton désactivé.
 - Réalisation du parvis d'entrée de la résidence en béton désactivé.
 - Pose de massifs de fondation pour l'éclairage extérieur.
- Réalisation du bassin de rétention enterré
- Réalisation des réseaux d'assainissement EP :
- La pose de regards EP en pied de bâtiment.
 - Pose de collecteurs pour réseaux d'eau pluviale et de regards visitables.
 - Mise en place d'un séparateur à hydrocarbures d'un débit de 10l/s.
 - Raccordement au réseau public.
 - La mise en place de pompes de relevage des eaux dans le bassin béton sous le vide sanitaire, pour évacuation vers le réseau public (Refoulement pour le débit de fuite et le débit de surverse)
- Réalisation des réseaux d'assainissement EU :
- La pose de regards de sortie EU en de pied de bâtiment.
 - La pose des collecteurs extérieurs enterrés (Hors réseaux sous vide sanitaire)
 - Raccordement EU en Ø 200 mm, selon Avis PC de la SERAMM, en limite de propriété sur le réseau public par le concessionnaire.
- Réalisation des Réseaux AEP et arrosage primaire :
- Pose de réseaux AEP depuis le regard ou niche de comptage jusqu'en limite de bâtiment (y compris linéaire suffisant pour pénétration à l'intérieur du bâtiment).
 - Raccordement à la conduite Ø 150 Fonte publique.
 - Pose de réseaux AEP depuis le regard de comptage « Espaces vert » avec mise en œuvre d'un regard de sectionnement. Pour le lot Espaces verts.
 - Pose de fourreaux pour réseaux d'arrosage pour traverser de revêtements autres que terre naturelle.

- Fourniture d'un robinet de puisage au niveau des espaces verts communs depuis attente du lot Plomberie.
- ❑ Réalisation des espaces verts :
 - Apport de terre végétale
 - Réalisation d'espaces verts sur dalle
 - Apport des plantations

Important :

L'entrepreneur du lot VRD travaillera en bonne intelligence avec les lots gros-œuvre et réseaux afin :

- ❑ D'obtenir tous plans, cotes altimétriques lui permettant de déterminer ses cotes d'exécution,
- ❑ De coordonner ses interventions avec celles du lot réseaux notamment,
- ❑ De programmer ses interventions de remblaiement avec les autres corps d'état afin que chacun dispose d'un délai suffisant pour l'exécution de ses propres ouvrages et pour que le maître d'œuvre puisse à sa convenance contrôler les travaux.

Sont dus par le lot CVC Plomberie Désenfumage :

- ❑ Les canalisations eaux usées à 1 m du bâtiment suivant plans

Sont dus par le lot VRD

- ❑ Toutes les tranchées
- ❑ Tous les fourreaux en tranchée, y compris 30 % de réserve
- ❑ Tous les regards
- ❑ Toutes les pénétrations entre l'intérieur et l'extérieur
- ❑ L'alimentation générale au droit du local technique Sous-station chauffage urbain
- ❑ L'alimentation réseau d'arrosage pour distribution vers les toitures et espaces paysagers
- ❑ Les attentes eaux usées/eaux vannes à 1 m du bâtiment suivant plans plomberie
- ❑ Toutes les pénétrations entre l'intérieur et l'extérieur

Sont dus par le lot Electricité - Courants Forts - Courants Faibles :

- ❑ Les coffrets de raccordement ENEDIS de type REMBT/CCPC/CCPI
- ❑ Les câbles de l'Opérateur télécom et Fibre optique depuis la chambre de tirage extérieur située à proximité immédiate de la façade
- ❑ Le câblage électrique courants forts de tous les équipements électriques extérieurs (portail, grilles, pompes, barrières, portillons)
- ❑ Le câblage de commande des portails, grilles, portillons, barrières
- ❑ La protection et la commande par horloge astronomique de cette attente électrique.

Sont dus par le lot VRD

- ❑ Les câbles d'alimentation électrique du bâtiment depuis le poste de Distribution publique
- ❑ Les câbles de l'Opérateur télécom et Fibre optique jusque dans une chambre de tirage située à proximité immédiate de la façade
- ❑ Toutes les tranchées
- ❑ Tous les fourreaux en tranchée, y compris 30 % de réserve
- ❑ Toutes les chambres de tirages
- ❑ Toutes les pénétrations entre l'intérieur et l'extérieur
- ❑ Tous les massifs bétons, calculés en fonction des luminaires extérieurs prescrits
- ❑ Tout le câblage des luminaires extérieurs
- ❑ L'alimentation réseau d'arrosage pour distribution vers les toitures et espaces paysagers
- ❑ Les attentes eaux usées/eaux vannes à 1 m du bâtiment suivant plans plomberie

4.8 TOLERANCES DIMENSIONNELLES

Les valeurs des tolérances dimensionnelles des ouvrages finis sont précisées dans les :

- ☐ Normes ;
- ☐ DTU / CCTG ;
- ☐ Règles professionnelles.

Les entrepreneurs devront, pour leurs ouvrages, respecter strictement ces tolérances. Dans le cas de dépassement de ces tolérances dimensionnelles, le maître d'œuvre pourra refuser l'ouvrage et exiger son remplacement.

4.9 RESPONSABILITE DES ENTREPRENEURS

L'entrepreneur sera responsable de plein droit et pendant toute la durée du chantier, des dégâts qui pourraient survenir du fait des travaux aux bâtiments existants, aux propriétés voisines et aux tiers et ce, sans recours contre le Maître d'ouvrage.

Il devra de ce fait faire procéder à tous les travaux de réparation, de réfection ou de nettoyage nécessaire dans les délais les plus brefs.

Il devra également la protection pendant toute la durée du chantier, des ouvrages conservés tels que clôtures mitoyennes, arbres conservés (n'apparaissant pas à abattre sur les plans PC), etc.

L'entrepreneur est responsable de son matériel, de ses matériaux, de ses ouvrages finis et des vols sur chantier jusqu'à la réception définitive de ses travaux.

4.10 GARANTIES ET RECEPTION

L'Entrepreneur est seul responsable de ces ouvrages et de tous désordres vis à vis du Maître d'Ouvrage.

L'Entrepreneur est responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception des travaux après levées de réserves aussi bien contre le vol ou la malveillance que contre toute autre cause.

5 REMISE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

5.1 DOCUMENTS D'EXECUTION

Avant toute exécution, l'entrepreneur est tenu de soumettre ses plans, épures d'exécution, notes de calculs et notices explicatives au visa de la maîtrise d'œuvre et du bureau de contrôle.

Les plans ne seront pas exécutés à une échelle inférieure à 1/50ème.

Les entreprises ne pourront exécuter leurs prestations qu'à partir des documents approuvés sans réserve par le Bureau de contrôle et le Maître d'œuvre.

5.2 DOCUMENTS DE DEMARRAGE DE CHANTIER

5.2.1 Plan d'installation de chantier

Dans un délai de 15 jours suite à la réception de l'Ordre de Service de démarrage des travaux, l'entreprise principale doit élaborer en relation avec le coordonnateur et le maître d'œuvre le, ou les plans d'installation de chantier conforme aux dispositions du planning.

L'installation, la maintenance et le fonctionnement de tous ces équipements sont à charge de l'entreprise principale.

Ce plan sera soumis à l'approbation du maître d'œuvre et du coordinateur d'hygiène et sécurité. Après approbation, l'entreprise sera autorisée à procéder à l'installation du chantier.

Ce plan précisera les différentes phases de travaux et toute évolution des éléments suivants :

- ☐ La clôture de chantier et ses déplacements éventuels à l'évolution des travaux,

- ☐ Les accès chantier et des bureaux,
- ☐ L'implantation de moyens de levage,
- ☐ Les zones de stockage et accès pour approvisionnement,
- ☐ L'implantation des bureaux et baraques d'entreprises (dépôts et cantonnement du personnel),
- ☐ L'implantation des vides gravois, benne à déchets et goulotte,
- ☐ Les réseaux d'éclairage extérieur et intérieur, d'AEP, d'évacuation EU / EV.

L'entreprise assurera toutes responsabilités sur son usage, notamment en matière de sécurité.

Les installations de chantier sont rendues obligatoires par les lois et décrets du code du travail :

- ☐ Loi n° 93 1418 du 31/12/93
- ☐ Décret n° 94 1159 du 26/12/94
- ☐ Décret n° 95 543 du 04/05/95 (articles R238-46 à 56 et R263-3 du code du travail) en respectant de plus les exigences suivantes :

5.2.2 Plan particulier de sécurité et protection de la santé

Délai de présentation :

- ☐ 30 jours à compter de l'O.S. de notification du marché.
- ☐ 8 jours à compter du début des travaux pour les sous-traitants.

5.2.3 Planning de travaux

Afin de permettre l'établissement du planning des travaux et des études, pour chacun des lots, chaque entreprise devra remettre à l'OPC, la liste de ses tâches et la durée de ses interventions ainsi que la liste complète de ses plans d'exécution, délai de présentation : 30 jours à compter de l'OS de notification du marché

5.2.4 Plan d'exécution des ouvrages

Conformément au planning d'études, dans un délai maximum de 1 mois avant démarrage des travaux concernés et suivant le calendrier des études à établir par l'OPC.

5.2.5 Echantillons et spécimens

Conformément au planning, dans un délai maximum de 45 jours après notification du marché.

5.3 TABLEAU DES INTEMPERIES

L'entrepreneur principal devra tenir à jour et faire viser aux rendez-vous de chantier, un tableau sur lequel seront inscrites températures et intempéries. Validation trimestrielle par bulletin météo obligatoire sous peine de nullité, sous réserve de la production des certificats des intempéries de la chambre syndicale du bâtiment.

Ces documents seront remis au maître d'œuvre.

5.4 DOCUMENTS DU CHANTIER

L'entrepreneur principal fournira un exemplaire obligatoirement mis en classeur de l'ensemble des documents suivants :

- ☐ Un dossier marché complet pour tous les lots,
- ☐ Documents contractuels,
- ☐ Plans d'exécution tenus à jour,
- ☐ PV de chantier.

Ces documents resteront au bureau de chantier dans une armoire fermée à clé, à la disposition du Maître d'œuvre. Ces documents pourront être consultés aux rendez-vous de chantier.

5.5 DOCUMENTS DONNANT LES CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX EXECUTES

Les plans et autres documents à remettre par les titulaires, en fin de chantier, à la réception, seront présentés dans les formes prévues à l'article 40 du C.C.A.G.- Travaux.

Cependant, par dérogation à l'article 40 du CCAG-Travaux :

- Il est demandé de fournir les documents en 3 exemplaires papiers. De plus, les entrepreneurs devront remettre 3 exemplaires d'une clé USB contenant l'ensemble des documents constituant le Dossier des Ouvrages Exécutés au format pdf

Conformément à l'article 8.3 du CCAP, les titulaires encourent, sans mise en demeure préalable, une pénalité par jour calendaire de retard dans la remise du dossier des ouvrages exécutés.

Après mise en demeure restée sans effet, le dossier des ouvrages exécutés sera réalisé d'office par le Maître d'œuvre aux frais et risques de l'entreprise.

6 COORDINATION – ORGANISATION MATERIELLE ET COLLECTIVE DU CHANTIER

6.1 CARACTERISTIQUES DU SITE

L'accès à la parcelle sera effectué à partir du portail qui sera installé suivant le PIC établi par le lot gros œuvre.

A ce sujet, l'entreprise principale, devra faire procéder à un constat d'état des lieux contradictoire en présence d'un représentant de la Commune, du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre. L'entreprise principale mettra en place toutes les mesures de protection et de signalisation pour permettre l'utilisation de cette voie par les occupants de la Maison des Associations en toute sécurité.

L'utilisation de cet accès sera conforme aux prescriptions de la convention d'autorisation d'accès accordée par la Commune au Maître d'ouvrage.

L'entretien de cet accès et le maintien en parfait état de fonctionnement de tous les organes de sécurité y afférents seront assurés par l'entreprise principale et ce, jusqu'à l'achèvement des travaux.

L'entreprise principale devra la réfection des ouvrages détériorés et le remplacement éventuel des organes de sécurité, pour les désordres occasionnés par les engins en cours de chantier et ce jusqu'à la fin du chantier le cas échéant.

6.2 COORDINATION DES TRAVAUX

A charge du BET R2M.

6.3 HYGIENE ET SECURITE DU TRAVAIL

Conformément à la loi 93.1418 du 31.12.93 et au décret 94.1159 du 29.12.94 et au C.C.A.P ., la réalisation des travaux est soumise à :

- La présence d'un coordonnateur sécurité santé dont le rôle sera de :
 - Elaborer et tenir à jour le plan général de coordination
 - Procéder avec chaque corps d'état à une visite préalable du chantier
 - Préciser aux entrepreneurs les consignes de sécurité santé
 - Examiner et harmoniser les PPSPS
 - Veiller à la mise en œuvre des principes de prévention
 - Organiser et contrôler la coordination des activités
 - Prendre les dispositions pour le contrôle des accès de chantier.
- La tenue d'un registre journal par le coordonnateur.

- ☐ La constitution d'un dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage remis sous procès-verbal par le coordonnateur au maître d'ouvrage à la réception de l'ouvrage.
- ☐ Elaboration par l'entreprise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé et remise au coordonnateur et au maître d'ouvrage dans un délai de trente jours à compter de la notification du marché.

6.4 INSTALLATION DE CHANTIER

Chaque entreprise est tenue d'effectuer un chantier à faibles nuisances.

6.4.1 Réception préalable des abords et voiries

Pour les abords, livrés en parfait état de propreté ainsi que les voiries en service, un procès-verbal de prise en charge dresse l'état exact des lieux qui est remis aux entreprises.

Ce procès-verbal est établi à partir d'un constat d'huissier à la charge de l'entrepreneur principal qui porte notamment sur l'état des existants qui seront à restituer.

6.4.2 Utilisation et entretien des voiries

L'entrepreneur principal aura à prendre toutes dispositions auprès des Services concernés par la circulation, afin d'obtenir les diverses autorisations de modifications, de voiries, d'accès chantier, et devront en tenir compte dans l'ordonnancement du chantier, y compris l'entretien des marquages au sol et des panneaux de signalisation, et cela de manière interactive.

Les itinéraires poids lourds et engins de chantier pour les accès, les approvisionnements et pour l'évacuation des déblais depuis la traverse de Rabat, sont sous le contrôle du coordonnateur SPS en fonction des impératifs.

L'entreprise aura à sa charge l'établissement et l'entretien, sur les voies ouvertes à la circulation, au droit des entrées et sorties de chantier, de la signalisation routière indispensable. A sa charge aussi, le nettoyage des abords et chaussées de part et d'autre du chantier.

Tout manquement de l'entrepreneur à ces obligations entraîne de plein droit, après constatation et mise en demeure restée sans effet, dans un délai de 24 heures :

- ☐ La fermeture des accès de chantier
- ☐ Le nettoyage des voies ou le rétablissement de la signalisation par une entreprise au choix du maître d'œuvre, aux frais et dépens de l'entreprise défaillante.

6.4.3 Libération des emprises du chantier et remise en état des voiries

A la fin des travaux, l'entrepreneur principal procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition.

La libération des abords et la remise à la circulation des voies feront l'objet d'un procès-verbal de constat d'état des lieux contradictoirement entre l'entrepreneur principal, le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage.

6.4.4 Accessibilité chantier

Les accès seront réalisés sous la responsabilité de l'Entreprise principale (lot gros œuvre) qui doit réaliser sur cette emprise tous les travaux de dévoiement, de démolition, d'aménagements et de mise en place de dispositifs de sécurité, afin de créer la voie d'accès « chantier ».

L'entreprise devra à ce titre la fourniture et la pose de tous les panneaux de signalisation routières nécessaires et conformes au code de la route.

Les accès seront aménagés en nombre suffisant pour permettre les entrées, sorties et rotations de livraison, des accès complémentaires pourront être effectués à la demande du Maître d'œuvre.

Pour ce faire et suivant la configuration du site au droit de l'accès à créer, les aménagements comprendront :

- ☐ Les terrassements en déblais/remblais.
- ☐ La mise à niveau des voies d'accès et de distribution.

- ❑ Les traitements adéquats (grave non traitée ou grave traitée le cas échéant) et compactage permettant l'accessibilité aux poids lourds durant toute la phase de chantier.
- ❑ Le busage des fossés sous les voies créées.
- ❑ Dispositif de nettoyage des roues de camions avant la sortie du chantier (bac de rétention et point d'eau).
- ❑ Tous les dispositifs nécessaires à assurer la sécurité des avoisinants qui seront amenés à emprunter et/ou traverser la voie d'accès chantier.

L'ensemble de ces équipements et aménagements s'entendent : « compris entretien » durant toute la phase chantier.

Y compris remise en état des voies existantes en fin de travaux.

6.4.5 Aires de stockage

Elles seront implantées sur le plan d'installation de chantier, en fonction des besoins de tous les corps d'état et des possibilités du terrain suivant phasage.

L'Entreprise principale (lot gros œuvre) assurera, à ses frais, la clôture, l'entretien, la remise en état du sol, les déplacements en cours de chantier des aires qui sont affectées.

L'Entreprise principale (lot gros œuvre) ne peut élever aucune réclamation au cas où il ne serait pas possible de lui affecter une aire de stockage sur le site du chantier. Elle fera son affaire de toute solution de remplacement dont elle informera le Maître d'œuvre.

6.4.6 Salle de réunion

Une salle de réunion sera aménagée à une localisation à définir avec le contrôleur SPS et le Maître d'œuvre.

Elle sera équipée de tables, de chaises pour recevoir au moins 20 personnes.

Nota : Cette salle de réunion sera maintenue propre pendant toute la durée du chantier et sera notamment nettoyée préalablement à chaque réunion de chantier.

Elle portera l'indication clairement lisible : « Interdiction de fumer ».

Un espace sera aménagé avec un bureau, pour la maîtrise d'œuvre et 2 armoires fermant à clés pour le stockage des échantillons

6.4.7 Les installations sanitaires (vestiaires, sanitaires, petit matériel, réfectoire)

Conformes aux prescriptions du P.G.C du C.S.P.S.

6.4.8 Mesures sanitaires

Comme déjà évoqué, l'entrepreneur principal sera responsable du chantier à compter de l'ordre de service.

Dans le cadre de la sécurité sanitaire, l'entrepreneur doit d'une façon générale, adopter toutes les mesures de prévention permettant de limiter les risques d'infection et de prévenir la contagion sur le chantier, inciter ses salariés/ouvriers à veiller sur leur santé, leur sécurité et à celle de leur entourage.

Les mesures mises en place, par l'entreprise, notamment pour respecter « **les gestes barrières** » seront en complément de toute mesure sanitaire édictée par les pouvoirs publics au moment du démarrage des travaux.

L'entreprise devra aussi, se conformer à toutes les demandes et exigences de la CARSAT et de l'inspection du travail. Appliquer les directives formulées par le C.S.P.S désigné pour ce projet et suivre les recommandations édictées par l'OPPBTP.

6.4.9 Panneaux de chantier

Fourniture et mise en place de deux (2) panneaux de chantier seront mis en place afin d'être visibles depuis la rue.

- ❑ Un panneau horizontal de 320cm x 240cm avec visuel, ou un panneau vertical de 150cm x 200cm avec visuel, conformément à la charte de communication de la Ville de Marseille,
- ❑ Un panneau précisant les noms et les coordonnées de l'ensemble des intervenants du chantier.

Ces deux panneaux seront réalisés selon les modèles fournis par le maître d'œuvre et approuvés par le maître d'ouvrage.

6.4.10 Clôtures et portails

La clôture, le portail et le portillons piétons, d'accès de chantier, sont à la charge et sous l'entretien de l'Entreprise principale (lot gros œuvre).

Les clôtures de chantier, le portail et le portillons piétons seront conformes aux spécifications de la Maîtrise d'œuvre et seront constituées de :

- ❑ Poteaux scellés dans des massifs béton, sur lesquels seront fixés des **panneaux pleins métalliques** de 2,50 m de hauteur uniformément répartis.

Les aires ainsi clôturées seront sous la responsabilité de l'Entreprise principale (lot gros œuvre).

L'implantation de la clôture, du portail et du portillon d'accès devra figurer sur le plan d'implantation du chantier.

Tout déplacement ultérieur ou enlèvement de ces ouvrages sera réalisé par l'Entreprise principale (lot gros œuvre), en suivant les phases du chantier.

La dépose et l'évacuation des clôtures et portails seront également à sa charge.

6.4.11 Moyens de levage

L'entreprise du présent lot prendra toutes les dispositions nécessaires pour que soient assurés tous les moyens de levage (grues, élévateurs, et autres...), et fera son affaire des dispositions à prendre pour ces matériels tels que :

- ❑ Sécurité et protection,
- ❑ Programme, durée et horaires d'utilisation,
- ❑ Nuisances sonores,
- ❑ Information à tous les corps d'état du montage et démontage.
- ❑ La planification de l'usage des moyens de levage (notamment des grues) par les autres corps d'état sera à mettre au point au cours de la période de préparation et devra faire l'objet d'une convention de prêt de grue à établir par le présent lot et à soumettre à l'approbation des corps d'état concernés.
- ❑ L'accrochage en pied de grue sera effectué par et sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice.

L'entreprise devra exiger de chaque utilisateur de ces moyens de levage, une attestation de formation à l'élingage.

NOTA :

Pour l'alimentation du chantier et plus particulièrement celle des moyens de levage, l'Entreprise principale (lot gros œuvre) aura à sa charge les démarches nécessaires à effectuer auprès d'EDF. Elle prendra en charge tous les frais de raccordement (câblage, poteaux, socle, etc.), de compteurs et des moyens de levage jusqu'au point de fourniture du courant.

6.4.12 Alimentations du chantier – Evacuations

L'Entreprise principale (lot gros œuvre) aura à sa charge, l'ensemble des réseaux d'alimentation eau et électricité du chantier.

Evacuation des eaux usées :

Il sera prévu l'ensemble du réseau intérieur du site pour l'évacuation des eaux usées, à raccorder sur les réseaux.

Alimentation en eau du chantier :

Il sera prévu à la charge de l'Entreprise principale (lot gros œuvre) :

- ☐ La réalisation du réseau d'alimentation en eau du chantier (installation, bureaux, cantonnements)
- ☐ Le branchement d'eau potable.
- ☐ Pose et entretien du compteur.

Ce réseau est constitué par une canalisation raccordée sur le réseau d'alimentation existant où qu'il soit, permettant d'alimenter les points de puisage, au minimum, suivants :

- ☐ Bureaux de chantier
- ☐ Sanitaires de chantier
- ☐ Réfectoire
- ☐ Chantier : à pied d'œuvre pour les entreprises (1 point en pied de chaque bâtiment).

Ces canalisations seront protégées pour éviter tous risques de gel et de rupture.

Les robinets de puisage comporteront un nez fileté.

Alimentation en eau du chantier :

L'Entreprise principale (lot gros œuvre) doit le réseau principal à partir duquel elle assurera la fourniture, la pose et le raccordement des réseaux alimentant les différentes zones (installation, bureaux, cantonnements,) ainsi qu'un point d'alimentation en pied de chaque bâtiment.

Ces canalisations seront protégées pour éviter tout risque de gel et de rupture.

Les robinets de puisage comporteront un nez fileté.

Imputation des dépenses : à charge de l'Entreprise principale (lot gros œuvre).

Compteurs de décompte et regard à charge de l'Entreprise principale (lot gros œuvre).

Distribution d'énergie électrique :

L'Entreprise principale (lot gros œuvre) doit :

- ☐ L'installation des coffrets de chantiers ainsi que leur câblage depuis le TGBT de chantier
- ☐ Eclairage de chantier y compris éclairage de sécurité des zones en travaux
- ☐ La fourniture d'une attestation de conformité de l'installation de chantier pour la partie le concernant (installations en aval du TGBT chantier).

Tous les travaux concernant ces installations seront exécutés conformément aux normes et prescriptions réglementaires en vigueur, et notamment à la norme ITE C 500, dans leur dernière édition.

Les installations sont conformes aux prescriptions du décret du 14/11/76 concernant la protection.

Les réseaux principaux d'alimentation sont également à la charge de L'Entreprise principale (lot gros œuvre).

A partir de ces réseaux, une alimentation par coffret sera prévue.

Les coffrets seront maintenus en place et en fonction jusqu'à la fin du chantier.

L'installation devra également comprendre l'ensemble des réseaux et équipements nécessaires à l'éclairage de la voie intérieure du chantier ainsi que des abords de chaque bâtiment.

Le réseau d'alimentation principal qui, à partir de ce réseau, devra les alimentations électriques sur coffret en pied de grue, y compris entretien et déplacement au démontage de la grue.

Après démontage de la grue, le réseau sera amené jusqu'à l'entrée du bâtiment par L'Entreprise principale (lot gros œuvre).

Zones de desserte à charge du présent lot :

- ☐ Un réseau basse tension de distribution extérieure pour :
 - Bureaux,

- Sanitaires de chantier,
 - Cantonnements,
 - Eclairage des zones de circulation intérieures à la charge du lot électricité
 - Etc...
 - Un point d'alimentation en pied de la grue pour réseau basse tension de distribution intérieure pour permettre l'éclairage et les besoins des entreprises à l'intérieur du bâtiment.
- Réglementation et normes :
- Tous les travaux concernant ces installations, sont exécutés conformément aux normes et prescriptions réglementaires en vigueur, et notamment à la norme ITE C 500, dans leur dernière édition.
 - Les installations sont conformes aux prescriptions du décret 14/11/76 concernant la protection.
- Réseaux de distribution :
- Le réseau de distribution est conçu de façon qu'un défaut sur antenne quelconque n'entraîne que le minimum de gêne dans l'exploitation du réseau.
 - L'entreprise devra fournir, poser et raccorder le tableau de distribution à l'entrée après démontage de la grue
- Ces tableaux se présentent sous la forme de coffrets étanches et comportent chacun :
- 1 prise triphasée de 30 A
 - 1 prise monophasée de 16 A pour l'éclairage
 - 5 x 2 prises monophasées de 16 A pour les besoins de l'entreprise
 - Chacune de ces prises ou groupe de 2 prises est protégé par un disjoncteur différentiel.

Eclairage des locaux (à charge de L'Entreprise principale (lot gros œuvre))

Imputation des dépenses :

- Déplacement suivant phasages : Déplacements de tout ou partie de ces installations.
- Consommations : Totalité des dépenses de consommation à charge du compte-prorata.

Installations téléphoniques :

- Les lignes particulières des entreprises ne font pas partie des présentes installations et celles-ci sont à la charge exclusive des demandeurs.
- L'Entreprise principale (lot gros œuvre) a obligation d'installer une ligne téléphonique sur le chantier, dans les bureaux réunions, avec l'équipement nécessaire, durant toute la durée du chantier. Les demandes sont à sa charge, ainsi que les dépenses d'installation et de gestion.

6.4.13 Sécurité sur le chantier

Il est précisé à l'Entreprise d'incorporer dans ses prix unitaires l'ensemble des dispositions relatives à l'Hygiène et la Sécurité de chantier, qui la concerne, et elle sera contractuellement tenue de prendre toutes les dispositions qui s'imposent afin de respecter la Loi n° 96-1418 du 31 décembre 1993, ainsi que le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la Sécurité et à l'Organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le Plan Général de Coordination de Sécurité et Protection de la Santé (P. G. C. S. P. S.) établi par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé, cité dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières aux articles "Pièces constitutives du marché" constitue donc une pièce ESSENTIELLE du dossier de consultation.

Ce document ne se substitue pas à l'ensemble de la réglementation relative à la sécurité sur les chantiers du bâtiment mais le complète.

6.4.14 Nuisances de chantier

Chaque entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier et respecter ainsi la réglementation en vigueur à ce sujet.

Ces nuisances concernent essentiellement :

- ☐ Les bruits de chantier ;
- ☐ Les poussières générées ;
- ☐ La gêne causée à la circulation des tiers aux abords du chantier ;
- ☐ Les salissures des voies publiques.

La CCM a établi la recommandation T1-91 dénommée recommandation aux maîtres d'ouvrage public pour assurer le bon aspect et la propreté des travaux en site urbain. Ce document d'une portée générale traite essentiellement les nuisances au voisinage des chantiers concernant circulation, salissures, bruits, poussières, etc. Ce document est cité ici à titre de conseils aux entreprises, il n'a aucun caractère contractuel.

6.4.15 Traitements des déchets de chantier

Les déchets de chantier devront être gérés à l'extérieur du chantier par l'Entreprise principale (lot gros œuvre) d'une manière strictement conforme à la réglementation en vigueur à ce sujet.

La gestion des déchets devra respecter les règles de tri sélectif (objectif « chantier propre »).

Pour ce faire, les bennes devront être prévues, organisées et disposées de manière méthodique. Les rotations de bennes seront organisées suffisamment tôt pour éviter tout manquement au tri des déchets. Les dispositions retenues pour l'organisation de la gestion des déchets seront soumises à l'approbation du C.S.P.S. et du Maître d'œuvre. Tous les déchets seront évacués en décharges contrôlées. L'entrepreneur principal devra tenir à disposition l'ensemble des bordereaux de mise en décharge.

6.4.15.1 Réseaux existants

Les entrepreneurs prendront les précautions nécessaires pour qu'aucun dommage ne soit causé aux installations des réseaux souterrains et aériens de toute nature, existants en service.

6.4.15.2 Protection du chantier contre les eaux

L'Entrepreneur principal devra organiser le chantier sous sa responsabilité, de manière à le débarrasser des eaux de toutes natures et à prendre toutes mesures utiles pour que celles-ci ne soient pas préjudiciables aux ouvrages susceptibles d'être intéressés. Il devra par tout moyen à sa convenance, capter et évacuer, de manière provisoire ou définitive, toutes les eaux souterraines ou de surfaces dans les conditions conformes aux règles et normes en vigueur au moment de la réalisation des travaux.

L'Entrepreneur ne pourra élever aucune réclamation, ni prétendre à aucune indemnité en raison de la gêne ou de l'interruption de travail, des pertes de matériaux ou de tous autres dommages qui pourraient résulter des arrivées d'eau quelles qu'elles soient.

Ces sujétions font partie des aléas de l'Entreprise et ne donneront lieu à aucune rétribution spéciale.

De même l'Entrepreneur a l'obligation de maintenir l'accessibilité au site à partir de la voie de chantier, de protéger, d'assainir et de nettoyer les voiries en cas d'intempérie, afin que celles-ci puissent toujours permettre l'accès aux engins, véhicules de chantier et également la circulation sur la voie publique, dans les conditions habituelles de sécurité pour l'ensemble des entreprises.

6.4.16 Protections des ouvrages

6.4.16.1 Ouvrages neufs

Chaque entrepreneur, dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages finis déjà en place, devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis.

Cette prescription s'applique plus particulièrement aux appareils sanitaires, aux quincailleries, aux ouvrages en bois apparents, aux appareillages électriques, aux revêtements en carrelage, en plastique ou autres, etc., qui ne devront

subir aucun dommage si minime soit-il. Faute de se conformer à cette prescription, l'entrepreneur responsable en subira toutes les conséquences.

6.4.16.2 Protection des réseaux d'évacuation humides, EU/EV, EP

Il est rappelé aux entreprises que les réseaux humides présents sur le chantier ne sont pas prévus pour recevoir des produits issus de la réalisation des ouvrages tels que peinture, plâtre, ciment, colles etc.

En cas de mauvais fonctionnement des réseaux à la réception, la remise en état sera réalisée aux frais des entreprises responsables. A défaut au compte-prorata.

6.4.17 Gardiennage de chantier

L'Entreprise principale (lot gros œuvre) qui est en charge des installations communes de chantier ainsi que de la gestion du compte prorata sera **responsable du gardiennage en place sur toute la période de cette intervention**.

- ❑ Il est précisé qu'en dehors des 4 derniers mois de travaux, le gardiennage du chantier n'est pas imposé aux entreprises. Pendant cette période il appartiendra aux divers lots de déterminer la nécessité d'assurer le gardiennage du chantier et d'en répartir la dépense au compte prorata.
- ❑ Toutefois, le **maître d'ouvrage demande qu'au cours des 4 derniers mois de travaux**, un gardiennage soutenu et efficace soit mis en place. Ces 4 mois seront **financièrement pris en charge par le maître d'ouvrage** mais ils resteront, comme indiqué plus haut, sous la responsabilité de l'Entreprise principale (lot gros œuvre).

Il est rappelé que les entreprises sont responsables de leurs ouvrages respectifs jusqu'à la réception.

6.4.18 Propreté du chantier

6.4.18.1 Généralités

La propreté du chantier est un élément très important de SECURITE et de PRODUCTIVITE, c'est pourquoi cette tâche, obligation des entreprises, sera particulièrement contrôlée par le Maître d'œuvre ou le mandataire, ou l'entrepreneur principal (lot gros œuvre).

Pour être efficace la tâche « propreté » doit être accompagnée par une autre tâche très importante qui est celle de l'évacuation des déchets, gravois, emballages. Cette évacuation doit être journalière dans les étages et réalisée par des moyens appropriés pour conserver à l'environnement l'état de propreté exigé.

Toute entreprise qui faillirait à ses obligations en matière de nettoyage se verrait appliquer automatiquement les pénalités prévues au CCAP.

Chaque entreprise devra évacuer ses propres déchets, gravois et emballages depuis la zone de travail jusqu'aux bennes entreposées par l'Entreprise principale (lot gros œuvre) gestionnaire du compte prorata.

6.4.18.2 Nettoyage de chantier

Nota : l'organisation commune des nettoyages ne dispense pas les entreprises des prescriptions spécifiques figurant dans leurs CCTP respectifs, que ce soit pour l'exécution effective de la prestation ou de sa prise en charge financière si cette prestation fait l'objet de mesures collectives.

Il est demandé de procéder au tri des déchets.

Cinq types de nettoyage sont à distinguer y compris ceux appelés « Exceptionnels » :

1er Type : Le nettoyage journalier par chaque entreprise.

En application du Code du Travail, chaque entreprise devra continuellement tenir propres les zones de travail, et devra, en conséquence, évacuer ses propres gravois et déchets dans les bennes ou containers. Les emballages, cartons, voiles polyanes, etc.... devront systématiquement être évacués tous les soirs.

Ce nettoyage sera réalisé journalièrement par chaque entreprise dans la zone où elle intervient.

2ème Type : Le nettoyage général du chantier

C'est un nettoyage hebdomadaire à la charge de l'Entreprise principale (lot Gros Œuvre) jusqu'à la fin des travaux et dont la dépense sera portée au compte prorata, ce nettoyage sera réalisé dans chaque zone à compter de la date du hors d'air indiqué dans le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux.

Le nettoyage des roues des camions afin de maintenir le domaine public (toutes facturations de la Mairie seront répercutées à l'Entreprise principale (lot gros œuvre)).

➔ **NOTA** : Pour ces deux premiers types de nettoyage s'il y avait défaillance d'une entreprise constatée par le Maître d'œuvre, ce dernier mettra en demeure la/les entreprise(s) responsable(s) de nettoyer le chantier sous 48h, soit par l'intermédiaire du compte-rendu de réunion de chantier, soit par mail.

En cas de non-exécution après mise en demeure et constat du Maître d'œuvre, une entreprise spécialisée choisie par le Maître d'ouvrage interviendra aux frais de l'entreprise défaillante

Les frais engagés seront alors retenus par le Maître d'œuvre sur les paiements du décompte mensuel de ou des entreprises défaillantes.

Cette procédure devant être tout à fait exceptionnelle, elle sera assortie de pénalités prévues au CCAP.

3ème Type : Le nettoyage de parachèvement

Certains nettoyages spécifiques dits "de parachèvement" cités ci-dessous seront réalisés par les entreprises concernées à leurs frais :

- ❑ Avant exécution des revêtements de sols : par les entrepreneurs chargés des lots REVETEMENTS DE SOLS.
- ❑ Avant réalisation des travaux de peinture : par l'entrepreneur du lot PEINTURE.
- ❑ Avant réception ; surfaces extérieures (chacun pour sa partie) : REVETEMENTS DE FACADES, MENUISERIES EXTERIEURES (les deux faces de menuiseries), SERRURERIE.
- ❑ Avant réception, surfaces intérieures : par le lot MENUISERIES EXTERIEURES pour les façades intérieures et le lot PEINTURE - NETTOYAGE pour le reste.

➔ **NOTA** : S'il y avait défaillance d'une entreprise constatée par le Maître d'œuvre, pour ce 3^{ème} type de nettoyage, ce dernier mettra en demeure la/les entreprise(s) responsable(s) de nettoyer le chantier sous 48h, soit par l'intermédiaire du compte-rendu de réunion de chantier, soit par mail.

En cas de non-exécution après mise en demeure et constat du Maître d'œuvre, une entreprise spécialisée choisie par le Maître d'ouvrage interviendra aux frais de l'entreprise défaillante

Les frais engagés seront alors retenus par le Maître d'œuvre sur les paiements du décompte mensuel de ou des entreprises défaillantes.

Cette procédure devant être tout à fait exceptionnelle, elle sera assortie de pénalités prévues au CCAP.

4ème Type : Le nettoyage de fin de construction

A l'exception des locaux techniques et des installations techniques dont le nettoyage sera réalisé par les entreprises des lots correspondants.

Ce nettoyage sera confié à l'entreprise du lot PEINTURE Nettoyage fin de chantier,

Il sera réalisé pendant la période des Opérations Préalables à la Réception avant le passage de la Maîtrise d'œuvre dans la zone concernée et en accord avec le calendrier de réception.

Il sera repris à la suite des demandes éventuelles de la Maîtrise d'œuvre à la fin des Opérations Préalables pour la Réception dans la zone concernée.

Cette opération pourra être répétée autant de fois qu'il le faudra afin de livrer au client un ouvrage parfaitement propre, sur simple demande de la Maîtrise d'œuvre.

5ème Type : Nettoyage après levées de réserves

Les nettoyages seront réalisés par les entreprises qui auront levé leurs réserves

S'il y avait défaillance des entreprises concernées, un constat serait fait et un ordre d'exécution serait donné par la Maîtrise d'œuvre à une entreprise spécialisée.

Cette procédure devant être tout à fait exceptionnelle, elle sera assortie de pénalités prévues au CCAP.

Les frais engagés seront alors retenus par le Maître d'œuvre sur les paiements du décompte général et définitif de l'entreprise défaillante.

Nettoyage « Exceptionnel »

Un nettoyage exceptionnel du site pourra être demandé par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage en anticipation d'une visite de chantier inhabituelle d'une personnalité.

Le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage prévoindra, sous 48h, soit par l'intermédiaire du compte-rendu de réunion de chantier, soit par mail l'Entreprise principale (lot gros œuvre).

6.4.19 Chauffage de chantier

Lorsque le chauffage provisoire des locaux des bâtiments est nécessaire pour la bonne marche des travaux, les frais y afférant, y compris sujétions diverses sont supportés par l'Entreprise principale (lot gros œuvre).

Si l'installation de chauffage du bâtiment est utilisée pour le chauffage de chantier, les conditions suivantes sont respectées :

- ❑ Le clos et le couvert des locaux à chauffer doivent être assurés avant toute mise en route de l'installation, ainsi qu'une alimentation en eau et en électricité propre à permettre son fonctionnement régulier.
- ❑ L'entrepreneur s'assure contre les risques et dommages de l'exploitation spéciale, de l'installation de chauffage, et atteste avant la mise en service, que les conditions techniques minimales pour accéder à cette demande sont réalisées.

6.5 REMISE EN ETAT DU CHANTIER

Lors de l'achèvement des travaux de tous les corps d'état, l'entrepreneur principal doit remettre le terrain en état dans la limite de propriété et des zones mises à sa disposition, en procédant à l'enlèvement de tous les gravats déchets, détritiques divers et au nivellement du sol, de manière à ne laisser subsister aucune trace de chemins provisoires, ornières, dépôts de matériaux ou fouilles quelconques et en général, de toutes les parties détériorées pendant l'exécution des travaux.

Il sera mis en service, pendant toute la durée du chantier, jusqu'à la levée des réserves si nécessaire, des bennes à gravats et à déchets à l'usage de toutes les entreprises qui seront tenues d'y déposer les résidus de leur activité. Les frais de location, d'enlèvement et de remplacement, aussi souvent que nécessaire, sont à la charge de l'entrepreneur principal jusqu'à la fin du chantier.

6.6 TROUS – SCHELLEMENTS - CALFEUTREMENTS

Toutes les entreprises devront fournir au BET structure les plans de réservations nécessaires pour leur lot. L'Entreprise principale (lot gros œuvre) aura à sa charge la réalisation de ces réservations. En cas d'omissions de réservation demandée, l'entreprise de gros-œuvre assumera leur réalisation après coup par tous moyens appropriés suivant étude de faisabilité spécifique.

En cas d'omission de demande de réservation, l'entreprise en défaut fera réaliser à ses frais exclusifs les réservations manquantes par l'entreprise de gros-œuvre après étude de faisabilité spécifique. Les études spécifiques de percements d'éléments de structure porteurs devront être soumises au contrôleur technique.

Il ne sera toléré aucun percement réalisé par un corps d'état autre que le lot gros-œuvre. Tous les rebouchages dans les éléments de structure et de maçonneries sont à la charge de l'entreprise de gros-œuvre

7 VERIFICATIONS TECHNIQUES

L'article R III.40 du décret 78.1146 du 7.12.1978 demande au Contrôleur Technique de « s'assurer que les vérifications techniques qui incombent à chacun des Constructeurs énumérés à l'article 1792.1 du Code Civil s'effectuent de manière satisfaisante ».

En fonction de cela, les constructeurs sont tenus de pouvoir justifier chacune des options choisies, en mettant en place un système d'autocontrôle. Ceci pourra se concrétiser pour les entreprises par :

- ☐ Une procédure de diffusion des règles, spécifications, plan à jour, etc....,
- ☐ Une organisation hiérarchique des vérifications par les exécutants eux-mêmes,
- ☐ Un programme de vérifications concernant les études, les approvisionnements, le stockage, la manutention, l'exécution ou les essais (éprouvettes pour un béton, essais de vérification de compactage pour un sol, etc....),
- ☐ Une élaboration de fiches de vérification attestant la réalité de ces vérifications,
- ☐ Fiches de vérification des études, fiches de vérification de l'exécution, fiche ou P.V. d'essais (les fournitures seront nécessairement identifiables et il devra être présenté des certificats de provenance, ainsi que des procès-verbaux justifiant que les essais ont été faits en conformité, avec les règles professionnelles).

8 SOUS-TRAITANTS

Suivant C.C.A.P. joint au présent dossier.

9 RECEPTION

Les opérations préalables à la réception, les essais et consuels, le nettoyage général, la remise des clés, la formation des utilisateurs, la remise des DOE, les levées de réserves, etc.... s'effectueront conformément au planning élaboré par l'OPC, à compter de la date à laquelle les entrepreneurs feront savoir qu'elles achèveront les travaux.

L'entreprise assurera le bon fonctionnement, la maintenance et l'entretien des installations techniques (équipements matériels réseaux) jusqu'à la notification de la réception.

L'entreprise remettra les fiches d'attestation d'essais de fonctionnement établi par l'AQC conformément au planning élaboré par l'OPC

Essais particuliers :

- ☐ Réceptions pour courants faibles suivant protocole accepté par le maître d'ouvrage.
- ☐ Pour terrasses, les étanchéités feront l'objet d'essais le jour de la réception avec mise en eau constatée 48 heures auparavant.
- ☐ Lot Chauffage/Ventilation/plomberie/Sanitaire.

De plus, les entreprises devront, pour ce qui les concerne, transmettre au contrôleur technique 8 jours avant la réception des travaux, les PV d'essais suivants :

- ☐ La production et distribution de l'eau chaude sanitaire ;
- ☐ Les réseaux de communication VDI « Colonne de communication en fibre optique » ;
- ☐ Les réseaux de communication VDI ;
- ☐ La ventilation mécanique contrôlée double flux ;
- ☐ Les portes et portails résidentiels, industriels, commerciaux et de garage ;
- ☐ Les portes automatiques piétonnes ;
- ☐ Les protections solaires mobiles motorisées ;
- ☐ Les volets motorisés, battants, coulissants et roulants ;
- ☐ Les réseaux hydrauliques ;
- ☐ Les réseaux aérauliques ;